



Investir dans les populations rurales

Cabo Verde

Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales (POSER)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 10-22 juillet 2016

Date du document: 03/08/2016

No. du Projet: [876-CPV](#)

No. du rapport: 4181- CV

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du Programme	7
E. Aspects fiduciaires	10
F. Durabilité	14
G. Autres	15
H. Conclusion	16

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du Programme et notes attribuées	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	25
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	29
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	33
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	35
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	41
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	43

Sigles et acronymes

ACD Association Communautaire de Développement
ACI Appel à la Concurrence Internationale
ADEI Agence de Développement de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation
AGR Activité Génératrice de Revenus
ARAP Autorité Régulatrice des Achats Publics
BAD/FAD Banque Africaine de Développement/Fonds Africain de Développement
BADEA Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BAI Banco Africano de Investimentos
BCA Banco Comercial do Atlântico
BCN Banco Cabo-Verdiano e Negócios
BCV Banque Centrale du Cap Vert
BESCV Banco Espírito Santo Cabo Verde
BI Banco Interatlântico
CCMF Conseil Consultatif de la Micro-finance
CDD Community-Driven Development (Développement géré par la Communauté)CECV Caixa Económica de Cabo Verde
CNRP Conseil National pour la Réduction de la Pauvreté
CRP Commission Régionale de Partenaires
DRF Demande de Retrait de Fonds
DSRP Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
ECV Escudos Capverdiens
FAMF Fédération des Associations de Micro-Finance
FAO Food and Agriculture Organisation of the United Nations
FFE Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA Fonds International de Développement Agricole
FLM/MFF Flexible Lending Mechanism (Mécanisme Flexible de Financement)
FRC Fonds de Réinvestissement Communautaire
GFP Gestion des Finances Publiques
GoCV Gouvernement du Cap-Vert
HIMO Haute Intensité de Main d'œuvre
ICIEG Institut Capverdien pour l'Égalité et l'Équité-Genre
IDH Indice de Développement Humain
IMF Institution de Micro-Finance
INE Institut National des Statistiques
LC Ligne de Crédit
MCA Millenium Challenge Account (Programme d'aide au développement US)
MDR Ministère du Développement Rural
MPD Mouvement pour la Démocratie
MPME Petites et Moyenne Entreprises
OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMF Opérateur de Micro-Finance
ONG Organisation Non-Gouvernementale
PAICV Parti Africain pour l'Indépendance du Cap-Vert
PIB Produit Intérieur Brut
PLLP Programme Local de Lutte contre la Pauvreté
PLPR Programme de Lutte contre la Pauvreté Rurale
PMA Pays les Moins Avancés
PNLP Programme National de Lutte contre la Pauvreté
POSER Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales
PRLP Programme Régional de Lutte contre la Pauvreté
PTBA Plan de Travail et Budget Annuel
QUIBB Enquête sur les Indicateurs de Bien-Être Basique
RAF Responsable Administratif et Financier
S&E Suivi et Evaluation
SAP Système d'Auto-Évaluation Participative

SEBRAE Service Brésilien d'Appui aux Micros et Petites Entreprises
SIG Système d'Information de Gestion
SOE/ECD Status of Expenditures (États Certifiés des Dépenses)
SSB Services Sociaux de Base
SYGRI Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TACV Transports Aériens du Cap Vert
TRI Taux de Rendement Interne
TRIE Taux de Rendement Interne Économique
UCP Unité de Coordination du Programme
USD Dollars des Etats-Unis
UT Unité Technique
VAN Valeur Actuelle Nette

A. Introduction¹

1. Le Gouvernement du Cabo Verde et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé le 29 octobre 2012 un Accord de financement pour la mise en œuvre du Programme de Promotion des Opportunités Socio-Economiques Rurales (POSER). Le programme a été estimé à 25,5 millions de dollars US, dont 11 millions pour le FIDA, 9,5 millions pour le FFE, 4 millions pour le Gouvernement et un million pour les bénéficiaires. D'une durée de six ans, le Prêt, est entré en vigueur le 11 février 2013. Pour rappel, le recrutement de l'équipe du programme a été finalisé en avril 2014 pour presque l'ensemble du personnel et en décembre 2014 pour le comptable. Le séminaire de démarrage s'est tenu du 06 au 12 juin 2014, et la première mission de supervision s'est déroulée du 19 novembre au 03 décembre 2014.

2. L'objectif général du Programme est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres. Plus spécifiquement, il s'agit de contribuer à l'accroissement des revenus des populations en promouvant la création d'opportunités économiques inclusives et durables dans les zones rurales dans le but de favoriser l'emploi à long terme pour les ruraux pauvres (en particulier les femmes et les jeunes).

3. Une mission conjointe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), de la Coopération espagnole et du Gouvernement s'est déroulée au Cabo Verde du 10 au 22 juillet 2016 pour la supervision du POSER. Elle avait pour objectifs : i) d'évaluer la performance globale du programme et son impact ; ii) d'examiner les Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP) élaborés et faire le point global sur les Micro Project (MP) financés ; iii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme, notamment la prise en compte du pari pasu entre les financements prêt FIDA et prêt fonds fiduciaire espagnol ; iv) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2016 au 30 mai 2016, par composante aussi bien au niveau physique que financier ; v) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision du 30 novembre au 12 décembre 2015 ; vi) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme ; vii) de faire le point sur l'avancement de la préparation/réalisation de l'audit du programme pour l'exercice 2015 ; viii) d'examiner le fonctionnement du système de suivi-évaluation (SSE) ; et enfin ix) d'analyser avec l'équipe du programme et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées.

4. La mission a rencontré à Praia les principaux partenaires du projet, notamment le Ministère de la Famille et de l'Inclusion Sociale, Tutelle technique du programme, et le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement. La mission a aussi rencontré le Représentant de la FAO au Cabo Verde. La mission a visité les activités du programme dans les îles de Santiago (Centre et Sud), de Sao Vicente et de Santo Antao. Elle y a rencontré les autorités administratives locales, les structures locales décentralisées et les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural. Au cours de ces visites de terrain, la mission s'est entretenue avec les Comités régionaux des partenaires (CRP), les Associations de développement communautaire (ACD) et les bénéficiaires des microprojets.

5. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de coordination du programme (UCP) tout au long de son séjour. Avant de quitter le Cabo Verde, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du programme au cours d'une réunion de restitution tenue à Praia le 22 juillet 2016. Le présent Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement, des différents partenaires du programme ainsi que ceux de l'UCP.

6. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Cap-verdiennes, en particulier le Ministère de la Famille et de l'Inclusion Sociale et le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, les Autorités Administratives des régions visitées, les membres de l'équipe du programme, les CRP, les ACD et les bénéficiaires pour leur collaboration et leur soutien pour le bon déroulement de la mission.

¹ Composition de la mission : La mission était composée de Monsieur Luyaku Loko Nsimasi, Représentant du FIDA au Sénégal, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Cabo Verde et le Bénin, Chef de mission, Monsieur Jaime Puyoles Garcia, Représentant de la Coopération Espagnole au Cabo Verde, Madame Lucia Di Troia, Chargée de portefeuille auxiliaire au Bureau régional de Dakar, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme FIDA du Bureau régional de Dakar, Monsieur Moulaye Idrissa Tera, Consultant FIDA, Expert Analyste administration, finance et comptabilité, Monsieur Lacine Ahidara, Expert en production agricole chargé de la coordination technique du rapport de supervision, Monsieur Amadou Cissé, Expert en Suivi-évaluation, Monsieur Oumar Barry, Consultant FIDA, Ingénieur Agronome, Expert national en développement rural. Monsieur Ramiro Azevedo et ses collaborateurs, membres de l'UCP, ont participé à la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme

7. L'objectif général du Programme est de contribuer en six années à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres. Plus spécifiquement, il s'agira de contribuer à l'accroissement des revenus des populations en promouvant la création d'opportunités économiques inclusives et durables dans les zones rurales dans le but de favoriser l'emploi à long terme pour les ruraux pauvres (en particulier les femmes et les jeunes).

8. **Lutte contre la pauvreté.** D'une manière générale, le programme a touché 1 655 chefs de ménages et 1 996 élèves ayant bénéficié d'appuis scolaires. Ce sont au total 3 651 bénéficiaires directs ruraux vulnérables, qui ont reçu un appui du programme. Le taux de couverture par rapport aux ménages touchés est de 15% de la prévision de 10 957 (cadre logique révisé). Le nombre total de personnes touchées par le programme est de 10 271. Le taux de réalisation des MP de nature économique est de 52% dans le PTBA 2016. Depuis le début du programme, 327 microprojets (MP) ont été financés. On dénombre 1391 chefs de ménage qui ont bénéficié, à travers de 292 MP, d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) ; parmi ceux-ci, on dénombre 612 femmes (44%) et 463 jeunes (33%). 2 260 bénéficiaires vulnérables ont été ciblés par 35 MP sociaux (eau, assainissement, éducation, habitation social, etc.), dont 1207 femmes (53.4%) et 2006 jeunes (1%) et 1 996 enfants. Par rapport à la situation initiale, l'inclusion des femmes et des jeunes s'est accrue progressivement, passant de 41% à 44% pour les femmes et de 22% à 33% pour les jeunes. Les activités économiques (AGR) ont permis aux catégories vulnérables d'améliorer leurs conditions de vie.

9. **Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP).** Les PRLP élaborés sur une base triennale par les Commissions régionales de partenaires (CRP), sont les instruments pour atteindre les principaux objectifs du POSER. A ce jour, tous les PRLP ont été élaborés et approuvés. L'agriculture reste le domaine prioritaire identifié dans les PRLP suivi de l'élevage. Cependant, les projets issus de ces PRLP sont, en général de petite taille et ne bénéficient qu'à un nombre limité de bénéficiaires. La mission est d'avis qu'il faut étudier la possibilité d'identifier des projets plus structurants qui bénéficieraient au plus grand nombre. L'évaluation ex-ante a permis d'améliorer la qualité des projets retenus. Toutefois, il serait utile que des missions ponctuelles soient renforcées pour mieux apprécier les conditions réelles de mise en œuvre du projet.

10. **Formation et renforcement des capacités.** Le Programme a poursuivi les actions de formation des porteurs des microprojets, particulièrement en matière de gestion des AGR, dans le cadre du partenariat avec l'ADEI. Pour ce qui est des autres acteurs du programme, les appuis ont continué en faveur des membres de l'UCP et des structures décentralisées (CRP, ACD) et des ONG impliquées. L'UCP a recruté début juillet 2016, conformément aux propositions du DCP en matière d'actions de renforcement institutionnel, un consultant pour apporter un appui à la composante «Animation, formation et mise en réseau» dans la définition d'un cadre stratégique et opérationnel pour la reprise des activités de la Composante 2.

11. **Suivi-évaluation.** Tous les outils de mise en œuvre du système de suivi-évaluation sont mis en place. Il s'agit du manuel de procédures de suivi-évaluation qui définit l'architecture du système et les outils de collecte des données. Certains de ces outils sont opérationnels, en l'occurrence les fiches de collecte. L'utilisation du système n'est pas encore bien maîtrisée par les CRP malgré les appuis effectués par l'Unité de Coordination ; les outils de pilotage n'ont pas été mis en œuvre (Tableau de bord trimestriel des indicateurs de produits et tableau semestriel de suivi du PTBA).

12. Il y'a besoin de renforcer l'appui à l'exploitation des outils du système afin qu'ils remplissent leur fonction principale d'aide à la prise de décision en temps réel. Cela passe par des appuis plus fréquents sur le terrain de l'Unité de suivi-évaluation et, par l'acquisition de l'application informatique sous environnement Web qui devrait ainsi faciliter la transmission, le stockage et la production automatique des supports d'exploitation.

13. Parallèlement à cela, l'UCP devra appuyer les CRP dans la documentation courante des activités et réalisations à travers la mise en place, le renseignement et l'exploitation de supports appropriés (registres, cahiers, etc.) ; ceci facilitera la disponibilité des informations au niveau des bénéficiaires pour une appréciation de leurs performances et améliorera globalement la qualité des données collectées. Un modèle de cahier du bénéficiaire est en préparation par l'UCP et a été présenté lors de la mission.

14. Le fonctionnement du système ne devra pas également se limiter aux microprojets comme c'est le cas actuellement. Les autres indicateurs du cadre logique devront aussi être renseignés et exploités, ceci

afin de couvrir tous les domaines de mise en œuvre du programme, dans la mesure des performances et la prise de décision.

15. **Ciblage et Genre.** Les activités de sensibilisation des CRP et des ACD se sont traduites par l'appropriation de l'approche et des objectifs du programme visant à réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, et à augmenter les revenus des ménages pauvres, en particulier des groupes les plus vulnérables dont les femmes et les jeunes. Les données disponibles montrent que l'inclusion des femmes dans les MP économiques augmente graduellement, passant de 41% en fin 2015 à 44% en juin 2016. La participation de la Responsable genre et ciblage du programme à l'évaluation ex ante des MP et l'application de la liste de contrôle genre aux MP éligibles permettent de sélectionner des projets les plus pertinents prenant en compte la question du genre et veillant au respect de la proportion d'au moins de 50% de femmes bénéficiaires de MP (au niveau global) fixée par le programme. Par ailleurs, les femmes représentent 53 % dans les MP sociaux.

16. **Inclusion des jeunes.** Le nombre de bénéficiaires jeunes (hommes et femmes) de moins de 30 ans ciblés par le programme est satisfaisant et ils constituent le 13 % des bénéficiaires totaux. Le nombre de jeunes bénéficiaires des MP économiques a augmenté considérablement après la dernière mission de supervision : il est passé de 22 à 33%. Les jeunes sont plus présents dans le secteur transformation (66%), la pêche (49%) et les AGR et commerce (47%). En raison de leur réceptivité vis-à-vis de l'innovation technologique et de la diversité de leur niveau de formation, les jeunes constituent un levier important pour accompagner la modernisation des exploitations agricoles, de pêche et d'élevage, et densifier le tissu des entreprises rurales dans les zones d'intervention du POSER. On relève une présence significative des jeunes dans les CRP et ACD comme membres et aussi comme leaders, ce qui est un atout pour le POSER. Cependant, il sera nécessaire d'en déterminer le pourcentage exact avant la revue à mi-parcours.

17. **Gestion financière.** Au 30/06/2016, les taux réels de décaissement, restent toujours préoccupants: prêt/FIDA (33,62%) ; prêt supplémentaire/FIDA (32,82%) et prêt/FFE (35,35%). Il en est de même des taux de déboursement de la contrepartie/Etat (34,17%) et surtout de la contribution des bénéficiaires (20,90%). En matière de planification, à date, le taux d'exécution financier du PTBA 2016 est de 53,1%, ce qui est adéquat par rapport à la période de référence. Au plan de la prise en charge des aspects fiduciaires, les appendices et autres informations de gestion nécessaires à la présente revue ont été rendus disponibles. Enfin, les états financiers 2015 et les rapports d'audit des comptes ont été envoyés au FIDA dans les délais impartis, respectivement le 28/04/16 et le 14/06/2016.

18. **Revue à mi-parcours (RMP).** Le Programme est à quatre mois de la RMP programmée pour novembre 2016. La bonne préparation de cette dernière requiert la prise en compte et le partage des résultats de l'étude de référence réalisée en 2012 par un cabinet privé. La dernière mission de supervision de décembre 2015 avait recommandé une étude légère sur le niveau d'atteinte de l'objectif de développement dont la réalisation est en attente de l'autorisation de l'INE. D'autres études complémentaires et nécessaires dans le cadre de la RMP devront également être réalisées. Les résultats de ces études devront permettre à l'équipe de la RMP de mieux apprécier le niveau de mise en œuvre du Programme. Il s'agit notamment de :

- étude sur les rendements calculés au niveau des MP de production agricole ;
- étude sur les comptes d'exploitation des MP générateurs de revenu ;
- étude sur l'appui technique et de gestion des MP (bilan et perspectives) ;
- étude sur le FRC (état des lieux et problématique du remboursement) ;
- élaboration des référentiels pour tous les types de MP ;
- bilan du montage institutionnel (CRP, ACD et partenaires) ;
- réflexion interne sur le système d'allocation des ressources aux CRP ;
- réflexion sur le mode de financement des projets structurants.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mise en place d'un comité de pilotage pour le partenariat multi-niveaux avec un texte d'orientation régulièrement débattu et approfondi	Coord/RAFC	2 ^{ème} semestre 2016 (à définir)
Préparation des TDR et réalisation des études	Coord/ RSE/ UCP	10 novembre 2016

C. Produits et effets

Composante 1 : Fonds de financement des PRLP

19. **Processus d'élaboration des Programmes Régionaux de Lutte Contre la Pauvreté (PRLP).** Les PRLP, élaborés par les Commissions régionales de partenaires (CRP), sont les instruments pour atteindre les principaux objectifs du POSER. A ce jour, tous les PRLP ont déjà été élaborés et approuvés au niveau du Conseil directif de chaque CRP. Le secteur agricole est le domaine prioritaire identifié par le PRLP suivi par l'élevage. D'une manière générale, le processus s'est déroulé de façon participative et les PRLP transmis à l'UCP. Leur analyse montre que la consistance des programmes proposés s'est nettement améliorée, bien que des efforts restent encore à faire pour en améliorer la qualité, notamment en matière de mise en cohérence avec les activités financées par le POSER et en ce qui concerne la stratégie visant à atteindre le principal groupe-cible du programme. De plus, les PRLP devront faire l'objet d'une révision afin de prendre en compte les aspects climatiques et environnementaux dans le cadre de la mise en place du projet ASAP.

20. **Mise en œuvre des micro-projets.** Un nombre important des microprojets (MP) ont été élaborés et mis en œuvre au niveau des CRP dont les bénéficiaires sont des agriculteurs et éleveurs individuels ou des agriculteurs en groupements d'hommes et de femmes. Les activités portent essentiellement sur la production des cultures maraichères et de l'élevage des poules pondeuses ou de poulets de chair. Au total 327 MP portés par 3651 bénéficiaires (1655 ménages et 1996 élèves) ont été financés dont la distribution par secteur est la suivante: élevage 32%, commerce/services 20%, agriculture (production maraichère) 17%, pêche 12%, transformation des produits agricoles 8%, formation professionnelle 1% et activités sociales 10%.

21. Conformément aux objectifs du POSER, les MP qui ont été financés portent sur deux axes: i) les MP de nature social portant surtout sur l'éducation et l'accès à l'eau potable et dont le nombre est de 35 MP (10,7% du nombre total) avec 2260 bénéficiaires et ; ii) les MP économiques et de promotion de l'emploi portant sur le développement de l'élevage, de la production agricole, de la pêche, du commerce et service, etc. Il y a 292 MP représentant 89,3% du nombre total des MP pour 1391 bénéficiaires. Ce nombre de MP représente 32,2% de l'objectif fixé dans le cadre logique.

22. Les revenus obtenus à partir de la mise en œuvre des microprojets sont en cours d'analyse et feront l'objet réflexion pendant la revue à mi-parcours. Toutefois, du point de vue des bénéficiaires, ces revenus sont relativement consistants.

23. Sur la base des deux sites visités, on constate que la technologie des cultures sous serre et hors sol en matière d'installation est bien maîtrisée. Cependant, en ce qui concerne les itinéraires techniques, des appuis plus conséquents aux bénéficiaires devront apportés.

24. **Technologies innovantes.** Le programme a appuyé les CRP/ACD à l'utilisation de technologies efficaces de gestion de l'eau. Il s'agit de : l'irrigation goutte à goutte sur périmètre ouvert (47 MP), les serres avec irrigation goutte à goutte, les serres avec hydroponie (hors-sol) (10 MP), le pompage de l'eau avec l'énergie photovoltaïque. En effet, l'installation d'un système photovoltaïque à Mocho (Santo Antão) pour le pompage de l'eau d'irrigation à partir d'un forage a permis la réduction du coût de pompage de l'eau de 40 à 25 CVE/m³, avec l'amortissement de l'investissement inclus dans ce prix. Selon les informations fournies par les bénéficiaires, ce microprojet structurant a contribué aussi à l'élargissement des périmètres irrigués et à l'augmentation de la production agricole. *Les microprojets autour des surfaces agricoles irriguées regroupant un grand nombre de bénéficiaires utilisant les technologies efficaces de gestion de l'eau sont des exemples de projets structurants à encourager.*

25. Conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision, des concertations ont eu lieu entre UCP et CRP, puis entre CRP (Brava, Fogo, Santiago du Sud, Santiago Nord et Centre), pour définir les domaines d'intervention stratégiques et partager les expériences sur les projets exécutés. Ainsi, au cours de l'année 2016, l'accent a été mis sur les projets relatifs à l'agriculture, l'élevage et la pêche, ainsi que des activités liées à ces secteurs.

26. La qualité des MP soumis par les CRP s'est améliorée comme le montre l'absence de projets non validés et la nette baisse des projets sous réserve. Toutefois, il y a aussi la nécessité de renforcer l'intervention de l'UCP et des CRP pour améliorer le contenu des dossiers, notamment les études de faisabilité pour certains, la désagrégation des bénéficiaires par sexe, l'engagement formel des Délégations du ministère de l'agriculture, etc.

27. L'analyse des dossiers des MP montre aussi qu'il y a la nécessité de renforcer les capacités des UT en matière de préparation des études de faisabilité et du suivi des projets. Il en est de même pour la sensibilisation des CRP et des ACD pour l'identification de projets structurants et collectifs dans l'optique d'obtenir un impact plus important et une meilleure durabilité des interventions.

28. **Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC).** Le FRC a été instauré en 2015 et le remboursement a effectivement commencé à la fin d'année. Le manuel et le contrat de FRC ont été partagés et validés avec toutes les CRP.

29. Au cours de l'année 2016, des activités de sensibilisation ont été réalisées par les CRP auprès des bénéficiaires sur l'importance du FRC. Globalement, on note que les remboursements, bien que timides, ont commencé dans six CRP sur neuf. Sur les 229 projets totalement financés à ce jour, qui correspondent à 124.074.721,00 CVE d'investissement, 53 ont déjà commencé le remboursement. Le montant du remboursement au 30 Juin 2016 est de 1.885.400,00 CVE, ce qui correspond à 1,5% de l'investissement total (Fonds global du programme FIDA) à ce jour. Afin de faciliter le suivi des remboursements, la mission recommande de mettre en place un tableau de suivi des remboursements au niveau régional et central. Il est aussi important que l'UCP et les CRP (Unités Techniques) poursuivent les activités de sensibilisation/animation sur le remboursement du FRC.

MP entièrement financés et niveau de remboursement

CRP	N°MP Conclus	Montant Financé Montant FIDA	MP	Montant remboursé Au 30/06/2016
SA	33	18 269 853,00 CVE	0	- CVE
SN	9	8 961 185,00 CVE	4	579 067,00 CVE
SV	31	8 941 737,00 CVE	0	- CVE
MA	11	6 046 965,00 CVE	3	46 000,00 CVE
STN	25	23 052 744,00 CVE	2	90 000,00 CVE
STC	18	18 891 357,00 CVE	0	- CVE
STS	5	7 329 755,00 CVE	2	300 500,00 CVE
FG	66	22 641 493,00 CVE	32	467 970,00 CVE
BRA	31	9 939 632,00 CVE	10	401 863,00 CVE
TOTAL	229	124 074 721,00 CVE	53	1 885 400,00 CVE

30. **Microfinance.** La promotion de la microfinance dans le cadre du PNLP a été faite à partir du reliquat d'un projet financé par la BAD pour un montant total de un million de dollars, soit 81.000.000 CVE. Cela constitue le fonds de financement des IMF le plus stable au Cabo Verde, bien que toujours insuffisant pour la demande du marché. Toutefois, ce fonds renouvelable permet aux IMF un accès régulier au financement. Au 30 juin 2016, le portefeuille est de 51.103.150 CVE, correspondant à la couverture de 11 IMF sur les 13 opérant dans le secteur au Cabo Verde.

31. Les derniers déboursements ont été contractualisés avec les IMF AMUSA, ASDIS, CITIHABITAT et SOLDIFOGO pour un montant de 29.000.000 CVE. Chaque IMF a bénéficié d'une période de six mois de différé. Les paiements des prestations se déroulent sans incidence dans le respect des termes des contrats, à l'exception de l'IMF AMUSA qui demande une renégociation de son calendrier des prestations.

32. La disponibilité actuelle est de 30.410.447 CVE et trois demandes de financement des IMF pour un montant de 25.000.000 CVE sont en cours d'approbation. Les efforts du programme d'aider les IMF à s'équiper d'un Système d'Information et Gestion (SIG) a permis à CITIHABITAT de mieux maîtriser la gestion de son portefeuille avec un SIG adéquat.

33. La revue à mi-parcours devra analyser avec les Autorités de tutelle la mise en œuvre du fonds de micro-crédit de un million de USD, reliquat du projet PSGD financé par BAD.

Composante 2 : Animation, Formation et Mise en Réseau

34. **Renforcement des capacités.** Les activités de formation et de renforcement des capacités mises en œuvre ont concerné les bénéficiaires, les CRP/ACD, les Unités techniques locales ainsi que l'UCP. Les CRP, sur la base des recommandations des analyses ex-ante de l'UCP, ont réalisé en faveur des bénéficiaires, dès le début de l'année 2016, des formations sur la gestion de projet, les bonnes pratiques agricoles (productions agricoles et d'élevage) et la vie associative, touchant ainsi un total de 128

personnes (41% d'hommes et 59% de femmes). Cette bonne pratique de formation des nouveaux bénéficiaires des projets devra se poursuivre.

35. Les membres de l'unité technique et les membres des ACD de Brava ont été formés en matière de genre et ciblage qui a touché neuf femmes et sept hommes pour boucler le cycle de formation entrepris par l'UCP à toutes les CRP.

36. Du 22 au 26 février, a eu lieu à Sao Jorge dos Orgaos, région centre de l'île de Santiago, un Séminaire National en Techniques d'Animation et Communication aux animateurs du Programme. Outre l'équipe de l'UCP, ont participé à cet atelier : les facilitateurs des CRP de Santiago et les représentants des partenaires au développement, notamment, des Ministères de l'Agriculture et de l'Administration Territoriale, de l'Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (IEFP), de l'Agence de Développement, de l'Entreprenariat et de l'Innovation (ADEI), de l'Association Nationale des Municipalités, soit au total 35 participants. L'objectif était de : i) partager et approfondir les connaissances techniques et méthodologiques du programme ; ii) renforcer les capacités dans des domaines de l'animation et la communication ; et iii) se doter d'une vision large et intégrée des multiples interventions du programme. Des actions d'extension de la formation sur le terrain (CRP/ACD) devraient être animées par les équipes techniques du programme.

37. Les membres de l'UCP (RSE, RG et ASE) ont participé à un atelier sur le SYGRI organisé par le bureau FIDA de Dakar en janvier 2016. Par ailleurs, du 28 au 29 janvier 2016, s'est tenue à Praia une rencontre de planification annuelle à l'initiative de l'UCP avec toutes les CRP (Présidents et Gestionnaires) qui a porté sur : i) l'appréciation globale des PRLP et ses liens avec les PTBA ; ii) les contrats-programmes ; et iii) l'adoption de compromis et orientations pour l'année 2016. En plus, une conférence sur le coaching a été animée par un spécialiste formateur.

38. Le Responsable Animation, Formation, Communication a participé, du 22 au 28 juin au Portugal, à différentes sessions de formation en méthodologie de capacitation et communication, dans le cadre du Réseau International des Territoires de Coresponsabilité (RITC) dont le Cap-Vert fait partie et est membre fondateur. L'expérience du Cap-Vert est prise comme la plus avancée dans le domaine de la démocratie participative avec le réseau CRP/ACD.

39. Une assistance technique internationale a été mise en place début juillet 2016, pour renforcer les six axes d'intervention de la composante : i) la constitution de partenariats multi-niveaux ; ii) la formalisation du réseau des facilitateurs dans les ACD ; iii) la mise en réseau ascendante des ACD et CRP ; iv) la communication ; v) la gestion participative des connaissances au sein des ACD et CRP ; vi) la formation. La première phase de cette assistance a eu lieu 03 au 10 juillet 2016 et a concerné l'établissement de l'état des lieux de la mise en œuvre de la composante 2 et la proposition un plan d'action. Une deuxième phase est prévue en septembre 2016 pour la formation des facilitateurs communautaires, des animateurs et des gestionnaires des CRP.

40. Les activités spécifiques de l'assistance technique porteront sur : i) l'insertion dans le site Web du PNLP d'une page spécifique pour chaque ACD ; ii) la mobilisation des facilitateurs des ACD pour appuyer le programme au niveau local ; iii) la formation en cascade (formateurs de formateurs), à partir de septembre, pour la création, l'élargissement et la consolidation d'un réseau pilote de facilitateurs des ACD; cette formation concernera principalement le rôle des facilitateurs, l'utilisation du site Web, la mise en réseau ACD/CRP, l'auto-évaluation participative, la gestion participative des connaissances et la stratégie de communication ; iv) la mise en place d'une base pour les partenariats multi-niveaux : CRP/ACD, Ministères et organisations spécialisées.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer l'appui aux porteurs des MP en matière technique et de gestion	UCP/Resp MP	Permanent
Examiner la possibilité d'augmenter les projets structurants	UCP/Resp MP	Permanent
Renforcer la relation entre IMF appuyées par le fonds de Micro finance et les bénéficiaires des MP:	UCP/Resp Microfin/Resp MP	30 septembre 2016
Mettre en place un tableau de suivi des remboursements au niveau régional et central	Resp MP	30 septembre 2016

D. État d'avancement de l'exécution du Programme

41. **Suivi-évaluation.** L'unité suivi-évaluation a concentré ses efforts sur la mise en place, le renseignement et l'exploitation des fiches de collecte de données comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Ces fiches ont servi à apprécier la mise en œuvre et la rentabilité des microprojets.

Libellé	Nombre
Fiche N°2 : Fiche de Suivi Technique et Financier du PTBA	0
Fiche N°3: Fiche des Données de base des Microprojets	327
Fiche N°4: Fiche de base des Microprojets d'Agriculture	57
Fiche N°5:Fiche d'Exploitation Microprojets Agricoles	15
Fiche N° 6: Fiche de base des Microprojets d'Elevage	104
Fiche N°7: Fiche d'Exploitation Microprojets d'Elevage	23
Fiche N°8: Fiche de base des Microprojets de Pêche	40
Fiche N°9: Fiche d'Exploitation Microprojets de Pêche	5
Fiche N°10: Fiche de base des Microprojets d'autres AGR	89
Fiche N°11: Fiche d'Exploitation Microprojets d'Autres AGR	20
Fiche N°12: Fiche d'Exploitation Activités Sociales	1
Fiche N°13: Fiche de Données sur les Actions de Formation	14
Fiche N°14: Fiche des Données sur les ACD	86
Fiche N°15: Fiche des Données sur le Partenariat	6
Fiche N°16: Fiche de Suivi de l'avancement technique des Microprojets	0
Total des fiches disponibles	787

42. Les recommandations suivantes de la dernière mission de supervision dans le domaine du suivi-évaluation n'ont pas encore été mises en œuvre. Il s'agit de : i) l'acquisition et l'installation d'une application informatique sous environnement web pour le Suivi-évaluation ; ii) l'élaboration et l'exploitation trimestrielle d'un tableau de suivi technique et financier ; iii) la systématisation des instances pilotage sur la base des tableaux de bord des indicateurs de produits et du tableau de suivi technique et financier ; iv) la réalisation d'une étude sur le niveau d'atteinte de l'objectif de développement du programme.

43. Le suivi technique et financier du PTBA dont le format détaillé est disponible dans le manuel n'a pas été réalisé, en raison d'une insuffisance de compréhension au niveau des unités techniques dans les CRP. Des appuis spécifiques et pratiques devront être réalisés pour combler ce déficit. En ce qui concerne l'informatisation du système de suivi-évaluation, il devra être réalisé dans les plus brefs délais afin de faciliter la disponibilité des données, particulièrement pour la RMP prochaine. Dans le même ordre d'idée, il devient urgent de réaliser l'étude sur le niveau d'atteinte de l'objectif de développement. Elle sera faite selon la méthode du contrefactuel, et un second passage devra être prévu dans deux ans. L'UCP en préparera les TDR avant la fin juillet.

44. **Cohérence PTBA et exécution.** Bien qu'une méthode de suivi de l'exécution physique et financière du PTBA ait été mise en place depuis 2015, il n'a pas été possible d'élaborer le tableau de comparaison des taux d'exécution physique et financière du fait d'une insuffisance de maîtrise de la méthode de calcul du taux d'exécution physique, surtout au niveau des CRP. La mission invite la Cellule Suivi-évaluation à prendre les dispositions nécessaires pour mettre à jour trimestriellement le tableau d'exécution physique et financière du programme afin qu'il serve comme outil d'aide à la prise de décision pour l'UCP.

45. La revue à mi-parcours du programme est programmée pour le mois de novembre/décembre 2016. A cette fin, les activités suivantes devront être réalisées par l'unité suivi-évaluation : i) compléter les fiches de collecte de données ; ii) appuyer la mise en place des supports de recueil des données de gestion courante ; iii) réaliser le premier passage de l'étude sur les effets et impacts du programme. D'autres études devront être réalisées sur les problématiques de mise en œuvre pour lesquelles il est

nécessaire de disposer de solutions pour la suite du programme. (Cf Vue d'ensemble § Revue à mi-parcours)

46. **Stratégie de ciblage.** La stratégie de ciblage mise en place dans le cadre du programme a permis de s'assurer que les couches plus vulnérables puissent bénéficier des opportunités créées par le programme, surtout au niveau des activités économiques. L'UCP, les CRP et les ACD poursuivent le travail de sensibilisation et d'information sur l'approche du programme et son groupe cible prioritaire. Les données disponibles montrent que l'inclusion des femmes et des jeunes dans les MP augmente graduellement pendant la mise en œuvre du programme. Globalement le POSER est dans une situation de parité homme/femme parmi les bénéficiaires des MP : 50% sont d'hommes, 50% de femmes et 13% de jeunes de moins de 30 ans. La différence entre CRP en matière de parité homme/femme met en évidence la nécessité de renforcer les capacités des CRP à travers un suivi de proximité afin de leur permettre d'atteindre efficacement le groupe cible du POSER.

47. Les efforts déjà entrepris de sensibilisation et d'information des populations, particulièrement des femmes et des jeunes, devraient se poursuivre dans les prochaines années en insistant sur les aspects économiques et de durabilité des MP. L'analyse « ex ante » est une étape très importante qui s'est avérée efficace pour s'assurer que toutes les propositions de MP ciblent effectivement les plus pauvres et donnent la priorité aux projets à caractère économique capables d'améliorer, de façon durable, les conditions de vie des groupe-cibles prioritaires.

48. **Efficacité de la stratégie genre.** Globalement les femmes représentent 50% des bénéficiaires du POSER et elles restent les principales bénéficiaires des MP des types sociaux (53%). En ce qui concerne les MP économiques (AGR), elles représentent 44 % des bénéficiaires contre 56 % pour les hommes. L'analyse des MP au niveau des CRP sur la parité de sexes indique une situation globalement acceptable, mais il demeure encore une différence significative entre CRP, avec des CRP très performantes comme Santiago Nord (76 % de femmes) et Brava (56%), et d'autres où la présence masculine est encore forte, comme São Nicolau (seulement 20 % de femmes).

49. D'une manière générale, les femmes ont bénéficié surtout des activités dans le domaine de la transformation (82%), de l'élevage (70%) et de la commercialisation (60%) ; par contre, leur participation est plus limitée dans le domaine de l'agriculture (28%) et de la pêche (23 %).

50. Le développement positif du pourcentage de femmes bénéficiaires des MP économiques est dû à différents facteurs : i) l'inclusion d'une perspective de genre dans la planification des CRP; ii) la sensibilisation continue du personnel des CRP, des ACD et d'autres parties prenantes sur la promotion de l'égalité des sexes; et iii) la participation de la Responsable Genre et Ciblage à l'analyse ex-ante des MP. La faible participation des femmes aux MP agricoles est due surtout au fait qu'elles ne sont pas propriétaires de terres cultivables et aux questions culturelles pour lesquelles les femmes s'occupent d'autres types d'activité.

51. Le POSER a entrepris de grands efforts pour renverser la tendance et arriver à une équité homme/femme parmi les bénéficiaires des MP économiques, mais beaucoup reste à faire. Il faudra veiller à ce que les CRP et les ACD équilibrent les MP sélectionnés dans le domaine de l'agriculture et activités associées avec d'autres domaines où la participation des femmes est plus forte (élevage et transformation) et veiller afin d'assurer la présence des femmes comme bénéficiaires des projets plus structurants.

52. Par rapport à l'appui conseil, les femmes sont les bénéficiaires principales des formations sur les méthodes et techniques de production animale (70%), alors que les hommes prévalent dans celles sur la production végétales (seulement 28% de femmes) due à la nature des MP portés par les femmes. Dans le cadre d'un renforcement de la stratégie d'appui conseil de proximité, il sera nécessaire de tenir compte de la dimension genre, ainsi que des contraintes et des besoins particuliers des femmes, pour développer une réponse adéquate.

53. En ce qui concerne les assemblées communautaires où les MP sont identifiés et sélectionnés, pendant l'année 2016 on note une participation active des femmes (53%). Cependant la participation des femmes dans les instances de prise de décision des CRP et des ACD est très faible, avec encore une fois, des différences notables entre les CRP ; elles sont seulement : i) 37% membres des Assemblées Générales des CRP ; ii) 21 % membres des Conseils de Direction des CRP ; iii) 32 % membres des conseils fiscaux des CRP ; et enfin iv) 16% membres des instances de décision dans 76 ACD sur le total de 472. Ces données montrent qu'il y a une nécessité de continuer les activités de sensibilisation auprès

des CRP et des ACD afin de promouvoir une participation active des femmes et l'intégration de leurs aspirations à tous les niveaux de prise de décision.

54. **Inclusion des jeunes.** L'analyse du profil des porteurs des MP montre que le nombre de promoteurs jeunes (hommes et femmes) a continué à augmenter, surtout dans les activités économiques, où le pourcentage des jeunes est passé de 22 à 33%, dépassant l'objectif de 30% fixé dans le cadre logique. Les données globales du programme montrent qu'au niveau des AGR, les jeunes sont plus présents dans le secteur de la transformation (66%), la pêche (49%) et le commerce (47%). Le programme poursuit ses actions de sensibilisation et d'information spécifiques pour les jeunes pour leur permettre de mieux comprendre les opportunités de création de MP offertes par le POSER et les accompagner dans le démarrage de leur activité, avec un encadrement approprié sur le plan technique et de gestion.

55. **Gestion des savoirs, apprentissage et innovations.** A ce jour, le POSER ne possède pas une stratégie pour la gestion des savoirs, mais plusieurs activités sont intégrées dans la composante 2 du programme. Il s'agit surtout de l'organisation des réseaux thématiques pour le partage des informations sur les ACD et les CRP, qui seront intégrées dans une base de données structurée par thème, et de la gestion participative des connaissances au sein des ACD et CRP qui devra inclure l'identification des innovations pertinentes. Ces activités seront développées avec l'aide des nouvelles technologies d'informations, notamment le site web du programme (www.pnlp.cv) et la plateforme wikispiral.org de TOGETHER, qui permettront aussi d'intensifier les échanges non seulement entre ACD et CRP mais également avec d'autres expériences similaires ou complémentaires.

56. A cause des retards enregistrés dans la mise en œuvre de la composante 2, les activités de gestion des savoirs ont avancé timidement et se trouvent toujours dans une phase de démarrage et de définition. Toutefois, grâce à l'assistance technique internationale recrutée et à la reprise de fonction du responsable de la composante, la mise en œuvre des activités devra connaître une accélération positive dans le deuxième semestre de 2016.

57. En ce qui concerne l'apprentissage, le POSER est en train de capitaliser sur les expériences du PLPR en termes d'adoption du dispositif participatif et ascendant, et de dynamisation des ACD et CRP en tant que mécanismes de concertation regroupant plusieurs acteurs au niveau régional (démocratie participative). On constate l'organisation de visites d'échanges au niveau de CRP pour les membres des ACD, avec le but de partager et apprendre de l'expérience des MP réussis. La CRP de Santiago Sud a également visité les CRP de Fogo et de Brava pour partager son expérience principalement dans le domaine de la gestion du programme et de l'identification de MP plus structurants. En outre, deux plateformes d'échange destinées au personnel des CRP ont été créées à travers l'utilisation de l'application mobile Viber. Elles permettent aux équipes de se confronter sur la viabilité des MP et de partager les bonnes pratiques et les innovations développées pour faciliter l'apprentissage.

58. Pour ce qui est des innovations, l'UCP doit poursuivre un processus permanent et dynamique d'identification des innovations au niveau des CRP et ACD, et promouvoir le partage des expériences. Une innovation identifiée est l'installation d'un système photovoltaïque à Mocho Garça, île de Santo Antão, connecté au réseau d'électricité publique, pour le pompage de l'eau d'irrigation des parcelles de 20 bénéficiaires dans un premier temps, avec la possibilité de mise à l'échelle pour l'étendre à tous les 43 producteurs de la zone. L'installation a déjà permis de réduire le coût de l'eau de 40 à 25 CVE/m³ d'eau ; de plus le système permet de générer un surplus d'énergie électrique qui est injecté dans le réseau public et dont la recette pourrait constituer des ressources additionnelles pour l'ACD. On notera par ailleurs que le financement du POSER est complémentaire aux actions du projet "*Mudanças climáticas*-Changement climatique", qui a financé le système d'irrigation goutte à goutte des parcelles ; et que le MP bénéficie à toute la communauté pour répondre à un problème commun bien identifié (coût élevé de l'eau). Par ailleurs, ceci a permis le retour de populations qui avaient quitté le bassin versant pour travailler ailleurs.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Acquérir une application informatique sous environnement Web dédiée au SSE avec formation des utilisateurs	RSE/Coordinateur/ Consultant	31 août 2016
Élaborer et exploiter trimestriellement le tableau de suivi technique et financier du PTBA	RSE/Coordinateur/RAF	Chaque trimestre
Systématiser les réunions de pilotage sur la base des tableaux de bord des indicateurs de produit du cadre logique et du tableau de suivi technique et financier	RSE/UCP	Chaque trimestre
Préparer les TDR et mener l'étude sur le niveau d'atteinte des objectifs de développement du Programme	RSE/UCP/Consultant	30 septembre 2016
Apporter des appuis spécifiques et pratiques aux Unités techniques des CRP pour combler leurs insuffisances en matière de suivi technique et financier du PTBA	RSE/UCP/ASE	Immédiat
Faire un suivi de proximité des CRP qui présentent encore un faible niveau de parité homme/femme, surtout en ce qui concerne l'identification des MP économiques	RG/RMP	30 septembre 2016
Renforcer la sensibilisation/information des membres des ACD et CRP pour promouvoir la participation active des femmes et des jeunes à tous les niveaux de prise de décision	RG/ Responsable Animation Formation/	Permanent
Actualiser les supports de collecte sur la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision	RG/ RSE	Permanent

E. Aspects fiduciaires

59. **Appréciation d'ensemble.** Au 30/06/16, les taux réels de décaissement sont encore à améliorer : prêt/FIDA (33,62%) ; prêt supplémentaire/FIDA (32,82%) et prêt/FFE (35,35%). Il en est de même des taux de déboursement de la contrepartie/Etat (34,17%) et surtout de la contribution des bénéficiaires (20,90%). En matière de planification, à date, le taux d'exécution du PTBA 2016 est de 53,1%, ce qui est adéquat par rapport à la période de référence. Au plan de la prise en charge des aspects fiduciaires, les appendices et autres informations de gestion nécessaires à la présente revue ont été rendus disponibles. Enfin, les états financiers 2015 et les rapports d'audit des comptes ont été envoyés au FIDA dans les délais impartis, respectivement le 28/04/16 et le 14/06/2016.

60. **Système de gestion.** Les six (6) premières DRF soumises à paiement ont été élaborées sous Excel. À partir de la DRF 7 et jusqu'à la DRF 10, les DRF ont été produites par le logiciel Tom2Pro, à l'exception du formulaire 104. Actuellement, les formulaires de mobilisation des ressources ont été bien paramétrés y compris le 104 et toutes les dispositions nécessaires sont en train d'être prises pour générer automatiquement la DRF 11 à partir du logiciel Tom2Pro avant le 31/07/2016. Par ailleurs, compte tenu des niveaux inégaux de maîtrise des fonctionnalités du logiciel par les différents utilisateurs, il est nécessaire de prévoir des ajustements ciblés ainsi qu'une formation avancée d'approfondissement d'une dizaine de jours sur les modules suivants : i) gestion des contrats et des engagements ; ii) gestion des immobilisations ; iii) gestion de la trésorerie et des emplois/ressources ; iv) gestion des tableaux de bord.

61. **Immobilisations.** L'établissement et la mise en place des listes d'inventaire des bureaux sont effectifs. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2015 a été réalisé en décembre 2015. En matière d'assurance, les véhicules sont couverts jusqu'au 31/12/2016 par une police de groupe. Les autres immobilisations sont en cours de prise en charge à travers une couverture multirisque professionnel.

62. **Gestion du personnel.** L'effectif du POSER compte désormais 72 agents dont 16/siège et 56 pour les neuf (09) CRP. En matière de couverture médicale du personnel, le Programme est affilié à l'INPS, conformément aux dispositions nationales en vigueur. Par ailleurs, la recommandation de la dernière mission de supervision relative à l'évaluation des performances du personnel, sera réalisée avant le 31/08/2016 sur la base du PTBA 2015, en fonction des objectifs assignés à chaque agent et de ses résultats atteints en fin d'année.

Gestion financière et décaissements

63. **PTBA 2015.** Au 31/12/15, le PTBA 2015 révisé d'un montant de 559 209 390 CVE a été exécuté à hauteur de 330 058 006 CVE, soit un taux d'exécution de 59% et des taux de réalisation par bailleur de : 60,5%/FIDA ; 60,5%/FFE ; 108,9%/Etat et 23,6%/Bénéficiaires. A titre de rappel, le taux relativement élevé de l'Etat procède d'une sous-estimation des prévisions qui doivent comprendre non seulement les

dotations mises à disposition mais aussi les exonérations de taxes. Les taux de réalisation des composantes sont de : 56,9%/C1 "fonds PRPL" ; 64,7%/C2 "formation/animation" ; 69,6%/C3 "coordination et gestion". Pour les catégories, les taux se présentent comme suit : 49,1%/Cat I "fonds PRPL" ; 82% Cat II "prestations de services" ; 97,4%/Cat III "personnel" et 60,3%/Cat IV "fonctionnement".

64. **PTBA 2016.** Il se chiffre à 455 085 118 CVE dont : 210 621 401 CVE/FIDA (46,3%) ; 179 418 330 CVE/FFE (39,4%) ; 26 194 897 CVE/Etat (5,8%) et 38 850 590 CVE/Bénéficiaires (8,5%). Au 30/06/16, le montant total exécuté est de 241 877 342 CVE, soit un taux d'exécution de 53,1% et des taux par bailleur de : 57,8%/FIDA ; 57,8%/FFE ; 41,2%/Etat et 14,3%/Bénéficiaires. La mobilisation de la contribution des bénéficiaires nécessite un suivi rapproché pour la rendre plus cohérente avec le niveau des microprojets financés. Les taux de réalisation des composantes sont de : 59,2%/C1 "fonds PRPL" ; 28,4%/C2 "formation/animation" ; 45%/C3 "coordination et gestion". Le retard dans l'exécution des activités de la composante 2 va être résorbé au cours de ce second semestre avec une densification des opérations de renforcement des capacités techniques des CRP, des ACD et des porteurs de microprojets. Pour les catégories, les taux se présentent comme suit : 62,8%/Cat I "fonds PRPL" ; 33,2% Cat II "prestations de services" ; 49,6%/Cat III "personnel" et 49,4%/Cat IV "fonctionnement".

65. **PTBA 2017.** Il devra être élaboré sur la base des orientations et des conclusions validées de la revue à mi-parcours prévue en novembre/décembre 2016. Il devra être approuvé par le FIDA au plus tard le 31/01/2017. L'élaboration de ce PTBA devra également avoir comme repère le PTBA d'achèvement 2018/2019 de 15 mois (du 01/01/2018 au 31/03/2019).

66. **Déboursments/bailleurs.** Le coût total du programme dans le DCP est de 25 592 milliers de USD dont : 6 380 USD/prêt FIDA ; 4 620 USD/prêt supplémentaire FIDA ; 9 504 USD/FFE ; 4 083 USD/Etat ; 1 005 USD/Bénéficiaires. Au 30/06/2016, le montant total réalisé est de 8 000 milliers d'USD, soit un taux d'exécution global de 31,26%. Les déboursments (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : prêt FIDA 1/2 062 USD (32,31%) ; prêt FIDA 2/1 403 USD (30,38 %) ; FFE/2 982 USD (31,37%) ; Etat/1 395 USD (34,17%) et Bénéficiaires/158 USD (15,67%). En ce qui concerne les composantes, les résultats se présentent comme suit (en milliers) : 5 400 606,75 USD /composante 1 "Fonds PRLP" (30,90%) ; 1 690 246,19 USD/composante 2 « Formation, animation et mise en réseau » (31,98%) ; 908 690,14 USD/composante 3 « Coordination et gestion » (32,15%).

67. **Décaissements FIDA 1.** Au 30/06/2016, les décaissements réels sur le prêt/FIDA 1 totalisent un montant de 1 415 567 DTS sur une allocation de 4 210 000 DTS, soit un taux de décaissement réel à la DRF n° de 33,62%, ce qui est « modérément satisfaisant » selon les Profils de Décaissement par type de Projet (PDP/FIDA). La DRF 11 en préparation à l'UCP d'un montant d'environ 154 483,30 DTS portera le taux de décaissement à 37,29%.

68. **Décaissements FFE.** Au 31/10/2015, les décaissements réels sur le prêt/FFE sont de 2 509 864,82 euros sur une allocation de 7 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel à la DRF n° de 35,35% « modérément satisfaisant » selon le PDP/FIDA. La DRF 11 en préparation à l'UCP d'un montant d'environ 273 352 euros portera le taux de décaissement à 39,20%.

69. **Décaissements FIDA 2.** Au 31/03/2015, les décaissements réels sur le prêt/FIDA 2 se chiffrent à 1 000 891,73 DTS sur une allocation de 3 050 000 DTS, soit un taux de décaissement réel à la DRF n° de 32,82% « modérément satisfaisant » selon le PDP/FIDA. La DRF 11 en préparation à l'UCP d'un montant d'environ 114 617 DTS portera le taux de décaissement à 36,57%.

70. **Compte désigné.** Au 30/06/16, Le rapprochement du compte désigné unique (FIDA1/2/FFE) met en évidence un montant reconstitué de 1 965 466,81 euros, pour une avance initiale de 1 800 000 euros, soit un écart en plus dans le compte désigné de 165 466,81 euros (-9,19%) correspondant aux chèques en circulation de différentes CRP. Les soldes des comptes désignés UCP/CRP et des caisses se chiffrent à : 1 019 149,15 euros (56,62%). Le montant en instance de paiement au FIDA (reliquat DRF n° 05) est de 31 998,20 euros (1,78%). La DRF en préparation à l'UCP est de 594 243,13 euros (33,01%). Les montants prélevés du compte désigné et en cours de justification se chiffrent à 320 076,33 euros (17,78%). Malgré les améliorations relevées dans le processus de justification, cette situation nécessite encore un suivi rapproché de l'UCP pour assurer la remontée rapide des pièces justificatives des ACD vers les CRP et des CRP vers l'UCP. Cela va faciliter la préparation des DRF, à bonnes dates, et conforter ainsi la mobilisation des ressources des prêts.

71. **Alimentation des comptes des CRP.** Au 30/06/16, les virements de fonds au profit des CRP se chiffrent à 451 616 725 CVE/4 095 739, 58 euros dont : 420 688 094 CVE/FIDA1/2/FFE (3 815 245,94 euros) et 30 928 631 CVE/Etat (280 493,64 euros). Les dépenses effectuées totalisent un montant de 409 722 464 CVE/3 715 797,98 euros, soit un taux de réalisation de 90,72%. La différence entre les montants reçus et les dépenses faites sur les ressources des prêts est de 39 882 950 CVE/361 700,90 euros. Ce montant comparé aux soldes des comptes des CRP/390 916,36 euros (éléments de la reconstitution du compte désigné) met en évidence un écart de 29 215, 46 euros que l'UCP devra analyser et justifier.

72. **Saisie des comptes bancaires des CRP.** Les actions en justice intentées par des employés dans le cadre de la liquidation de leurs droits après l'achèvement du PLPR/FIDA, sont toujours d'actualité. Pour la CRP de Brava et une partie de l'UCP, il s'agit d'un montant total de 5 997 901 CVE/54 395,33 euros dont 1 662 228,67 CVE/15 074,85 euros payés sur les ressources/PLPR et 2 001 002 CVE/18 147,21 sur les fonds/POSER. La mission rappelle que les montants actuels figurant dans les comptes proviennent du POSER dans le cadre de la mise en œuvre des contrats/programmes signés avec les CRP concernées. Il faut préciser également que les comptes désignés des financements extérieurs ne peuvent pas être saisis. Enfin, tout paiement de cette nature effectué sur les fonds des prêts ne sera pas remboursé par le FIDA. Il faudra, dès lors, faire prendre en charge les règlements par les ressources par de la contrepartie. Ainsi, l'UCP a adressé le 21 juin 2016 une correspondance au Ministère des finances faisant le point de la situation. Cette lettre précise également les sommes dues au titre d'autres CRP et de l'UCP, dont les instructions judiciaires sont en cours et qui se chiffrent à 16 534 209, 81 CVE/149 949.75 euros. Par ailleurs, la mission du FIDA du mois de juin 2016 a évoqué ce sujet avec le Ministre des Finances qui a informé la mission que des dispositions seront prises pour statuer sur cette situation.

73. **Trésorerie disponible.** Au 30/06/2016, les disponibles en caisses/banques (siège/CRP), sur les financements FIDA 1/2 et FFE sont de 112 376 481 CVE/1 019 149,15 euros. Les ressources de contrepartie en compte se chiffrent à 32 265 681 CVE/292 619,42 euros, soit un disponible total de 144 642 162 CVE/1 311 768,57 euros. Les factures échues se chiffrent à 3 722 996 CVE/ 33 794,08 euros.

74. **Dotations des CRP.** Le système d'allocation des ressources aux CRP actuellement en vigueur est articulé comme suit : 40% des fonds répartis de façon équitable entre les neuf (09) CRP et 60%, en fonction de la population rurale et de l'indice de pauvreté de chaque CRP (base données nationales). La revue de ce système est en train d'être analysée par l'UCP en relation avec les CRP et les modifications éventuelles y relatives seront analysées lors de la revue à mi-parcours et prises en compte dans le PTBA 2017.

75. **Financement de la contrepartie.** Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée de mise en œuvre du Programme sont de 4 000 000 USD dont 02 millions USD pour l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services et 02 millions USD, en numéraire pour le financement d'un certain nombre de coûts du Programme. A cet égard, sur les prévisions des PTBA 2013, 2014, 2015 et 2016, un montant total de 94 965 907,01 CVE/861 251,59 euros a été budgétisé dont : 87 080 051,01 CVE/contrepartie en numéraire (789 734,28 euros) ; ii) 7 885 856 CVE/partie taxes (71 517,31euros). Au 30/06/2016, un montant de 130 643 146 CVE/1 184 810,65 euros a été réalisé exclusivement en numéraire, soit 137,57% des prévisions totales inscrites dans les PTBA et 150,03% de celles exprimées en numéraire (l'importance de ces taux est la conséquence d'une sous-estimation des prévisions). Ces réalisations représentent 27,68% de la contrepartie totale requise sur la durée du Projet et 41,89% de celle exprimée en numéraire. Il est important de faire le point de la contrepartie/taxes et de la comptabiliser correctement. La régularisation des situations antérieures sera examinée lors de la revue à mi-parcours.

76. **Contribution des Bénéficiaires.** Elle est estimée à 1 005 000 USD sur la durée d'exécution du POSER à travers la mise en œuvre des Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté (PRLP). Au 30/06/2016, 372 contrats concernant 327 microprojets ont été validés et approuvés et engagés pour 285 196 306 CVE/2 586 463 euros. Les décaissements effectifs sont de 218 652 406 CVE/1 982 972 euros. La participation des bénéficiaires et autres sur les financements réels est de 19 681 869 CVE/178 496 euros, soit 9%. Ce niveau avoisine les 10% que doit représenter ladite contribution par rapport aux coûts d'investissement des microprojets. A cet égard, le Programme est invité à analyser la situation et à opérer les ajustements nécessaires. Enfin, la contribution enregistrée, à date, représente 20,9% de celle attendue durant la durée du Programme.

77. **Fonds de Réinvestissement Communautaire (FRC).** Il est prévu la mise en place d'un mécanisme de restitution d'une partie de la valeur reçue par les bénéficiaires dont les microprojets ont été financés pour créer le FRC. Les modalités de fonctionnement du FRC ont été définies dans le manuel du Fonds qui a été partagé et validé avec les CRP et les ACD. Au 30/06/16 sur les 149 microprojets totalement financés et opérationnels depuis le 31/12/15 de 60 787 364 CVE/551 284,31 euros, un montant de 1 885 400 CVE/17 098, 81 euros (3,10%) a été remboursé pour 53 microprojets (35,56%). Des actions importantes ont été menées pour la signature des conventions de restitution avec des résultats globalement satisfaisants. Cependant, les niveaux de remboursement restent faibles et nécessitent des actions de sensibilisation soutenues et un accompagnement adéquat des CRP, des ACD et des porteurs de microprojets pour les accroître de façon substantielle. La revue à mi-parcours devra statuer sur la possibilité de lier, entre autres, la dotation de ressources à la CRP ou à l'ACD avec son niveau de récupération des fonds.

Dispositions de l'Accord de financement.

78. **Passation des marchés.** Les éléments 2016 du registre des contrats (modèle C10 de la lettre à l'emprunteur) ont été passés en revue. Il s'agit de : i) deux (02) contrats d'achat de matériel/mobilier de bureau et d'équipements informatiques ; ii) quatre (04) contrats de consultation (03/missions ASAP et 01 ATI/composante 2) ; iii) trois (03) contrats de prestations de services (Chargée/microprojets, audit des comptes, maintenance Tom2Pro). La documentation de ces contrats est disponible n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celles du FIDA. Cependant, il faudra veiller à ce que les commissions d'évaluation technique et financière intègrent en leur sein la RAF et la Chargée des marchés. Enfin, la formation prévue pour la passation des marchés/contractualisation devra être assurée avant la fin de l'année.

79. **Etat certifiés des dépenses.** La revue d'usage des ECD a été effectuée sur toutes les pièces/UCP de la DRF n° 10 et sur la base du seuil unique de 30 000 USD, valable pour toutes catégories de dépenses. La mission est d'avis qu'il faut libeller ce seuil en euros à l'instar des autres seuils de la lettre à l'emprunteur. Le classement des pièces constitutives des ECD est correct et le compostage/annulation des factures est effectué. Par contre, il y a lieu de : i) joindre les rapports de mission aux liasses de règlement (pages de garde et pages de signature), les états de salaires, les demandes d'achat ; ii) mettre les mentions des contrats des prestations récurrentes sur les factures à payer et s'assurer du service rendu. En ce qui concerne, les opérations de la caisse de menues dépenses, il faudra veiller au calcul exact du pourcentage de financement (70% de la valeur HT/FIDA et 30% de cette valeur plus la taxe/GOV). A cet égard, le Programme devra effectuer les régularisations nécessaires depuis le démarrage sur la comptabilité et sur les DRF. En outre, comme stipulé dans le rapport d'audit des comptes 2015, il est nécessaire de mettre en place une fiche d'imputation comptable pour chaque pièce. Enfin, les bons de commande et autres engagements du Programme vis à vis de l'extérieur doivent être exclusivement signés par le Coordonnateur.

Comptabilité, Audit et Supervision

80. **Comptabilité 2015 et 2016.** Les états financiers 2015 générés par le logiciel Tom2Pro et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 28 avril 2016. Pour 2016, la comptabilité est à jour au 30/06/2016 (grands livres général et analytique, balances générale et analytique disponibles) Au plan opérationnel, les rapprochements bancaires, des comptes désignés uniques FIDA1/FIDA 2/FFE de l'UCP et des CRP ainsi que des comptes de contrepartie des CRP, sont effectués régulièrement de même que le suivi de la gestion des caisses de menues dépenses. En termes d'amélioration, il sera nécessaire de procéder à une reconstitution mensuelle des comptes désignés (formulaire 104).

81. **Rapportage CRP/UCP.** Les rapports mensuels des CRP ont été régulièrement transmis à l'UCP avec une documentation souvent non exhaustive pour certaines CRP. A titre de rappel et conformément aux dispositions du manuel de procédures, les documents doivent parvenir à l'UCP au plus tard le 10 du mois pour les éléments du mois précédent. Ils comprennent : i) la base Tom2Pro ; ii) les journaux de banque, les relevés bancaires, les rapprochements bancaires et les reconstitutions des comptes désignés ; iii) la DRF d'alimentation ; iv) le tableau d'exécution budgétaire par bailleur, par composante et par bailleur v) le journal de caisse, le procès-verbal d'arrêté mensuel de caisse ; vi) le registre des contrats et les fiches de suivi des contrats ;vii) les états des salaires.

82. **Audit des comptes 2016.** L'audit des exercices clos les 31/12/2015 a été effectué en juin 2016. Pour la mission d'audit, les états financiers de l'UCP et ceux des CRP, donnent une image fidèle des ressources et des dépenses, reflètent fidèlement et sincèrement la situation financière, ainsi que le résultat des opérations et des mouvements de trésorerie au 31/12/2015 conformément aux règles et

principes comptables. En matière de revue du contrôle interne, elle a formulé un certain nombre d'améliorations nécessaires à mettre en œuvre. A cet égard, l'UCP devra préparer un plan de suivi de ces recommandations (UCP/CRP). La mise en œuvre dudit plan sera appréciée lors de la revue à mi-parcours.

83. **Suivi/Supervision.** Les recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision ont été mises en œuvre dans une certaine mesure. Il reste à régulariser l'assurance des biens du Programme, la reconstitution mensuelle des comptes spéciaux, le suivi du niveau de 10% requis pour la contribution des bénéficiaires.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Générer automatiquement la DRF 11 à partir du logiciel Tom2Pro	RAF/CN	31/07/2016
Finaliser l'assurance multirisque professionnelle qui couvrira les biens du Programme	COOR/RAF	31/07/2016
Préparer le PTBA 2017 sur la base des conclusions/recommandations de la revue à mi-parcours prévue en novembre/décembre en ayant également comme repère le PTBA d'achèvement de 15 mois 2018/2019	Coordo/équipe du Programme	31/01/2017
Assurer le suivi des chèques en circulation avec les bénéficiaires pour résorber l'écart de reconstitution du compte désigné	RAF/CN	31/08/2016
Assurer la régularisation du montant de 320 998,20 euros prélevé du compte désigné au profit des CRP/ACD et en attente de justification	Coordo/RAF/CN/CRP/ACD	31/10/2016
Analyser et justifier l'écart de 29 215,46 euros entre la différence des ressources reçues/dépenses (361 700,90 euros) et le solde de trésorerie des CRP (390 916,36 euros)	RAF/CN	31/10/2016
Assurer le suivi des saisies des comptes des CRP dans le cadre du règlement des droits du personnel du PLPR en relation avec le Ministère des Finances qui a été informé de la question	Ministère des Finances	31/12/2017
Réfléchir sur un nouveau système d'allocation aux CRP en relation avec les CRP en tenant compte notamment du taux de remboursement des subventions accordées au niveau de chaque CRP et présenter les propositions à la mission de revue à mi-parcours	Coordo/équipe UCP/CRP/ACD	31/10/2016
Régulariser la comptabilisation des taxes pour rendre cohérente la contrepartie de l'état	RAF/CN	30/09/2016
Assurer le suivi du niveau de la contribution des Bénéficiaires à 10% sur les microprojets réalisés	RAF/RSE/RMP/CRP	31/10/2016
Intégrer dans les commissions d'évaluation technique et financière la RAF et la Chargée des marchés	Coordo/RAF	Pour mémoire
Organiser la formation sur la passation des marchés/contractualisation	Coordo/RAF	30/09/2016
Faire parvenir mensuellement à l'UCP tous les éléments relatifs au rapport mensuel de chaque CRP	CRP	Pour mémoire
Etablir un plan d'action de suivi des recommandations de l'audit des comptes 2015 et le mettre en œuvre pour une appréciation des actions menées pendant la revue à mi-parcours	RAF/CN/Ass.Compt./CRP	31/10/2016

F. Durabilité

84. La durabilité des activités appuyées par le programme dépend d'un certain nombre de facteurs clés notamment : i) la capacité des acteurs (UCP, CRP, ACD) à mettre en place des microprojets rentables, si possible structurants, liés aux secteurs prioritaires (agriculture, élevage, pêche et transformation) ; ii) le fonctionnement efficace et efficient du FRC qui dégage des fonds permettant de poursuivre le financement d'actions au niveau local en dehors de l'appui du programme ; iii) le renforcement du dispositif institutionnel CRP/ACD afin de leur permettre de développer le partenariat multi-niveaux avec les différents ministères et institutions publiques et privées impliqués dans le développement communautaire et l'éradication de la pauvreté en milieu rural (MAE, IEPF, ADEI, ANMCV) ; iv) la bonne organisation des producteurs afin de développer leur capacité de négociation, de défense de leurs intérêts et de réduire leur dépendance face aux intermédiaires ; et v) l'accès au marché, élément essentiel qui détermine la nature, le type, la qualité et la nature de la production.

85. Les actions sur l'ensemble de ces facteurs devront faciliter la création d'un capital social et économique suffisant au niveau des ACD et CRP (ainsi que la Fédération des CRP à constituer) pour qu'elles puissent fonctionner de manière autonome, indépendamment des financements extérieurs. Plus spécifiquement au niveau des partenariats, au cours des deux années à venir, un accent particulier devra être mis sur : i) le renforcement du partenariat au niveau national avec la constitution d'un Comité de Pilotage se réunissant régulièrement et un document d'orientation régulièrement mis à jour ; ii) le renforcement du partenariat au niveau local, en établissant des accords avec les ACD dans la

perspective de leur consolidation ; iii) l'approfondissement du partenariat interinstitutionnel au sein même des CRP pour assurer la coordination des interventions dans les diverses ACD de chaque île ; iv) le renforcement du partenariat entre institutions publiques et privées, ONG et ACD/CRP travaillant sur les mêmes problématiques (réseaux thématiques).

86. **Promotion de projets communautaires dans ACD.** Pour assurer la pérennité des ACD et des CRP après la fin du POSER il est essentiel que les ACD développent leurs propres AGR. Celles-ci devraient porter en priorité sur les projets structurants d'intérêt communautaire, comme, par exemple, les énergies renouvelables (panneaux solaires) et les unités de transformation, dont la gestion serait assurée par une commission locale ou un privé. Cette question sera abordée pendant la formation en cascade de façon à préciser les modalités de promotion de ces AGR avec les facilitateurs et dirigeants des ACD.

87. Le développement des AGR au sein des ACD peut être assuré dans le cadre du POSER ou toute autre intervention d'un ministère ou d'une ONG, sachant que les projets financés par le POSER s'adressent en priorité aux groupes cibles du programme, tandis que d'autres programmes peuvent donner une couverture plus large, notamment pour des facilitateurs qui ne seraient pas dans le groupe cible du POSER.

88. S'agissant même de projets individuels, la stratégie serait de comment les étendre et les intégrer dans une perspective socioéconomique communautaire soutenable, en lien avec d'autres projets cofinancés par d'autres partenaires et en impliquant les membres de la communauté. Cette démarche participative peut aussi mobiliser davantage la communauté toute entière en cherchant ensemble d'autres sorties pour l'augmentation des revenus et l'amélioration des conditions de vie de la population locale.

89. **Constitution de la Fédération des CRP.** La constitution de la Fédération des CRP est une tâche essentielle pour assurer la soutenabilité des CRP et ACD une fois le POSER achevé, afin d'assurer le relai du rôle de coordination technique au niveau national, actuellement assuré par l'UCP. Pour faciliter l'organisation de cette assemblée il est proposé d'organiser une Assemblée Générale de chaque CRP en octobre 2016 au cours de laquelle une autoévaluation de la CRP sera réalisée suivant les principes qui auront établi pendant la formation (3^{ème} volet du SAP pour les CRP). Une délégation serait alors désignée pour représenter la CRP au sein de la Fédération. Un projet de statut sera rédigé entretemps et proposé aux CRP dès la formation nationale de septembre pour débats, ajustements et compléments.

90. **Gestion intégrée des composantes 1 et 2.** La mise en œuvre des 1 et 2 du POSER est prévue de se faire en parfaite synergie, permettant ainsi de viser et atteindre l'objectif de développement du programme. C'est ainsi qu'il est bien indiqué dans le DCP, ainsi que dans l'Accord de Prêt, que la composante 2 « Animation, formation et mise en réseau » est complémentaire à la composant 1, cette dernière pesant environ 69% des coûts totaux du programme contre 20% pour la composante 2. La mission invite l'UCP à bien relire le document du projet (DCP, Accord de Prêt), les manuels d'exécution et de procédures, ainsi que les rapports de supervision successifs pour pouvoir assurer une mise en œuvre cohérente et rationnelle du programme.

G. Autres

91. **Communication.** Le développement de la couverture WEB et des smartphones en milieu rural est une opportunité à saisir pour une communication entre tous les partenaires, notamment par la gestion participative des connaissances. En termes de communication externe, des efforts restent à faire sur les contenus pour que la spécificité des objectifs et méthodes du POSER soient bien comprise par tous les partenaires, actuels et potentiels, tant au niveau national qu'international.

92. En ce qui concerne la communication locale, les CRP de Santo Antão et São Nicolau développent déjà des initiatives de partenariat avec les radios communautaires des îles de couverture, qui passent par la production et transmission de programmes sur des activités de développement communautaire. Des accords similaires devront être signés par les autres CRP.

93. D'autres activités de communication portant sur la mise en œuvre générale du programme sont prévues pour le deuxième semestre de l'année 2016. Des émissions radiophoniques hebdomadaires, d'une demi-heure, « Djunta Mom » (Agir Ensemble), devront reprendre en octobre. A cet égard, une lettre d'intention a été remise le 20 juin 2016 à la Radio Nationale de Cabo Verde. En outre, l'UCP prévoit des émissions télévisées mensuelles d'une demi-heure. Cette activité devra être coordonnée avec la

Plateforme des ONG, qui dispose d'un espace de transmission appelé de « Mundo Solidário » (Monde Solidaire) consacré à des actions de la société civile. Une lettre d'intention a été remise le 20 juin à la Plateforme des ONG, qui a déjà marqué sa disponibilité à adhérer à l'initiative. Il sera important d'utiliser ces activités de communication pour valoriser et partager les technologies innovantes qui sont ou seront développées par le programme.

94. La finalisation de la stratégie de communication du POSER devra se faire dans le cadre de l'assistance technique internationale à la composante 2 dont la deuxième phase démarre en septembre 2016.

95. **Partenariat.** Le partenariat entre les membres des CRP qui fonctionne au cours de l'identification et la formulation des activités à entreprendre dans le cadre du POSER a besoin d'être renforcé au niveau de l'assistance technique apportée aux bénéficiaires au cours de diverses phases d'exécution des microprojets. Un partenariat spécial devra être mis en place pour faciliter la commercialisation des produits issus des projets économiques et de promotion de l'emploi. Des contrats de partenariat devront être signés avec certaines maisons commerciales ou avec des intermédiaires solides pour l'écoulement des produits. Il est aussi important d'organiser des formations sur la gestion et le marketing.

96. D'une manière générale, les CRP ont développé des synergies d'intervention avec l'ADEI, l'IEFP et les Délégation du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement dans le cadre de l'identification, l'exécution et le suivi des microprojets, ainsi que des actions de formation/capacitation. Les Programmes Régionaux de Lutte contre la Pauvreté en cours de mise en œuvre permettent aux CRP de disposer d'un instrument de négociation pour attirer de nouveaux partenaires.

97. Le gouvernement du Cabo Verde et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) ont signé un accord de prêt, le 31 Juillet 2010 pour le financement du Projet de Développement Rural pour la Lutte contre la Pauvreté, dans les îles de Santiago et Fogo pour financer les activités prévues dans le cadre du PNLP. Le montant du Prêt est de 2,000,000 USD destiné à contribuer au financement des coûts du Projet de développement rural pour la lutte contre la pauvreté, dont les principales composantes sont: (i) les projets d'accès aux services de base ; (ii) les Activités Génératrices des revenus.

98. L'exécution du projet est sous la responsabilité des CRP de Santiago et de Fogo. Les bénéficiaires sont les populations qui habitent dans les zones rurales et sont en situation de pauvreté (agriculteurs, les femmes chefs de ménage, les jeunes qui sont sélectionnés pendant les réunions communautaires tenues par les associations de développement communautaire). Le projet a pu réaliser 204 MP qui ont bénéficié à 2 629 personnes dont 55 % de femmes. Les microprojets financés concernent divers domaines tels que l'agriculture, la pêche, le commerce, l'élevage, l'assainissement et le branchement domiciliaire d'eau. La situation de décaissement des fonds par la BADEA, jusqu'au juin 2016 est de 100%.

99. **Environnement.** La mitigation des probables impacts négatifs des activités des microprojets est prise en compte au niveau des techniques et technologies utilisées : stockage de l'eau par la construction des réservoirs et gestion efficace de l'eau à travers le système d'irrigation goutte à goutte, les cultures hors sol et sous serre. La construction des terrasses pour les cultures et des autres structures de conservation de sol réduit les écoulements dont les effets diminuent l'érosion du sol. L'intensification de l'élevage à travers la construction d'enclos communautaires permette la bonne gestion des ressources fourragères et la diminution des effets négatifs de la divagation des animaux sur les parcours. Les unités de transformation des produits agricoles contribuent à la valorisation des ressources agricoles ce qui réduit non seulement les pertes post-récoltes, mais aussi les rejets de déchets dans la nature. A partir de 2017, le POSER-Climat, un projet complémentaire au POSER financé par un don ASAP, d'une valeur total de 4 million USD², entrera en vigueur et sera géré par la même UCP. Dans un contexte de vulnérabilité climatique accrue, le POSER-Climat permettra au programme d'investir dans la mobilisation efficiente de l'eau pour l'agriculture et la gestion durable des bassins versants, et ainsi, renforcer l'impact du programme en matière de résilience au changement climatique.

H. Conclusion

100. En dépit d'un retard de démarrage causé par le recrutement de l'équipe du Programme, le programme a amorcé une dynamique pour accélérer la mise en œuvre des activités résultant d'une part,

² L'ASAP sera présenté au Conseil d'Administration du FIDA en Décembre de 2016.

de la bonne appropriation des objectifs et de l'approche du Programme par le CRP et ACD, et d'autre part, de renforcement des capacités des principaux acteurs de mise en œuvre du Programme (CRP, ACD, UCP) dans différents domaines et aspects techniques et de gestion. Le programme a touché 1 655 chefs de ménages et 1 996 élèves ayant bénéficié d'appuis scolaires. Au total, 3 651 bénéficiaires directs ruraux vulnérables ont été appuyés par le Programme. Le nombre total de personnes touchées par le Programme est de 10 271 et 327 microprojets (MP) ont été financés.

101. Les microprojets financés par le Programme demeurent pour la grande majorité des microprojets individuels. Les microprojets d'investissement structurants sont en nombre limité et cela à cause principalement de la nature même du processus de l'identification des projets par la demande. Les capacités des CRP et ACD demeurent encore faibles dans l'identification des microprojets structurants. Par ailleurs, les capacités des bénéficiaires sont encore faibles dans les domaines techniques de production (maîtrise de l'itinéraire technique), dans le domaine de gestion et dans la recherche des marchés.

102. Enfin, pour atteindre une masse critique des bénéficiaires, améliorer significativement et durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les revenus et créer des emplois durables, en particulier pour les femmes et les jeunes, le programme devra d'ici la RPM se focaliser sur : (i) l'identification et le financement des projets plus structurants qui coûtent relativement plus chers et de ce fait contribuerait à l'amélioration du taux de décaissement; (ii) le renforcement des capacités techniques, de gestion et de recherche des marchés des bénéficiaires ; et (iii) la réalisation de différentes études dont les résultats seront exploités par la mission de RMP.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme et notes attribuées

I. Projet 1604 [1100001604] Rural Socio-economic Opportunities Programme - 2016-04

Faits essentiels

Pays	Cap-Vert	No. du projet	1604 [1100001604]	No. du prêt/don DSF	1000004318, 1000004320
Projet	Rural Socio-economic Opportunities Programme			Prêt/don DSF suppl.	2000000062
Date de mise à jour	04/05/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	12/12/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	10/02/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	21/09/2012			Coût total	25.59	
Accord	29/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	4.8	FIDA Total	11.00	
Entrée en vigueur	11/02/2013	Valeur PAR	Pas à risque	Prêt du FIDA	11.00	33,62
Premier décaissement	20/05/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2019	Dernier audit	30/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2019			Financement national total	5.09	
Clôture	30/09/2019			Beneficiaries	1.01	15,67
Nbre de prolongations	0			National Govern	4.08	34,17
				Cofinancement total externes	9.50	
				Spanish Fund	9.50	35,35

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	6	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	3	4
			8. Prise en compte du climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Regional Poverty Reduction Fund	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Training, Organization and Networking	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Au 30 juin 2016, les taux réels de décaissement sont encore à améliorer : prêt/FIDA (33,62%) ; prêt supplémentaire/FIDA (32,82%) et prêt/FFE (35,35%). Il en est de même des taux de déboursement de la contrepartie/Etat (34,17%) et celle de la contribution des bénéficiaires (15,67%). Les états financiers 2015 et les rapports d'audit des comptes ont été envoyés au FIDA dans les délais. Le TE du PTBA/2016 de 53,1% est adéquat par rapport à la période de référence. La transmission des justificatifs des ACD et CRP connaît quelques améliorations, son accélération permettrait d'optimiser la mobilisation des ressources et les taux de décaissement. La Passation des marchés n'appelle pas d'observation particulière en matière de respect des procédures nationales et de celles du FIDA. La mise en place du SSE est achevée. Les outils de mise en œuvre du SSE sont en place et certains opérationnalisés, notamment les fiches de collecte des données des microprojets (787 fiches de collecte sur les MP sont renseignées et disponibles). L'outil informatique n'est pas encore en place. Au 30 juin, 1391 chefs de ménage ont bénéficié, à travers de 292 MP, (AGR) : 612 femmes (44%) et 463 jeunes (33%). 2 260 bénéficiaires vulnérables ciblés par 35 MP sociaux (eau, assainissement, éducation, habitation social, etc.), dont 1207 femmes (53,4%) et 2006 jeunes (1%) et 1 996 enfants. Par rapport à la situation initiale, l'inclusion des femmes et des jeunes s'est accrue progressivement

(41% à 44% pour les femmes et de 22% à 33% jeunes). Le nombre de jeunes (hommes et femmes) promoteurs a considérablement augmenté de 22 à 33% avec une forte présence des jeunes leaders et membres dans les CRP et ACD. Plus de 60 activités de formation réalisées pour bénéficiaires, leaders ACD et CRP, membres de l'UT. Une assistance technique internationale a été mise en place et une phase test pour la relance intégrée des 6 axes d'intervention de la composante 2 est en cours, ceci permettrait d'avoir des effets et renforcer le travail de conception, la mise en œuvre et le suivi/évaluation des activités avec l'engagement des facilitateurs.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Sur la base du cadre logique révisé, depuis le démarrage, au total 327 micro-projets ont réalisés sur 1093 prévus en fin 2018 (soit environ 30%). Les micro-projets productifs couvrent l'ensemble des domaines de la production végétale, de l'élevage, de la pêche, des commerce/services et transformation sont 292 sur 905 prévus soit 32%. Le manuel de procédures administratives, financières et comptable est disponible. Il a fait l'objet de partage avec l'UCP et les CRP de toutes les régions. Au 30/06/16, le montant total exécuté est de 455 085 118 CVE dont : 210 621 401 CVE/FIDA (46,3%) ; 179 418 330 CVE/FFE (39,4%) ; 26 194 897 CVE/Etat (5,8%) et 38 850 590 CVE/Bénéficiaires (8,5%). Au 30/06/16, le montant total exécuté est de 241 877 342 CVE, soit un taux d'exécution de 53,1% et des taux par bailleur de : 57,8%/FIDA ; 57,8%/FFE ; 41,2%/Etat et 14,3%/Bénéficiaires

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Pour rappel, l'objectif de développement du POSER est "l'Augmentation des revenus locaux, des emplois et des conditions de bien-être des populations pauvres dans la zone d'intervention du programme". L'approche du programme dans la sélection des microprojets met l'accent sur les aspects productivité et rentabilité. C'est ainsi que les 327 microprojets réalisés sont en majorité, générateurs de revenus et d'emplois soit à titre individuel ou collectif. L'accent mis sur les projets structurants sera renforcé sur les prochains PTBA ; ceci augmentera très sensiblement les possibilités d'augmentation des revenus et des emplois et à terme les conditions de bien-être des populations. Sous ce rapport, la probabilité d'atteinte de l'objectif de développement est forte. Le système de Suivi-évaluation permettra une meilleure documentation des résultats (effets et impact du Programme).

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les taux de décaissement des prêts relativement moyens commandent une remontée rapide des pièces justificatives des ACD vers les CRP et les CRP vers l'UCP pour optimiser la mobilisation des ressources et les taux de décaissement.
	Le faible niveau de remboursement des subventions accordées pourrait entraver la mise en œuvre optimale du fonds de réinvestissement communautaire (FRC)
Avancement de l'exécution du projet	La majeure partie des manuels sont mis en place et internalisés : le manuel des procédures administratives, financières et comptables a été partagé dans toutes les régions ; celui du Suivi-évaluation l'a été également. Dans le même sens, la mise en place des outils de suivi-évaluation (sa fonctionnalité effective) et des outils de gestion vient renforcer la qualité de la gestion globale du programme. Le renforcement des capacités aussi bien de l'UCP et des CRP, U.T et bénéficiaires a permis d'améliorer la qualité de la gestion globale (choix et

		analyse des MP, financement des activités) ; l'amélioration de la gestion de la trésorerie surtout au niveau des justificatifs des financements va mobiliser tous les efforts de l'UCP et des acteurs du POSER pour les prochains PTBA. Le taux de réalisation des microprojets (32%) après 3 ans d'activité dans une approche basée sur la demande est un signe de gestion plutôt satisfaisante.
Produits et réalisations		
Durabilité		Certaines CRP ont pu développer des partenariats avec d'autres bailleurs dans le cadre de financement d'activités programmées, mais ceux-ci ne participent pas, pour le moment, au financement du fonctionnement de ces institutions. Le renforcement des capacités des CRP et ACD à mobiliser des fonds supplémentaires non seulement pour financer les activités de leurs PRLP, mais également leur fonctionnement serait un gage de durabilité de ces structures locales d'appui au développement. Il en sera de même pour le remboursement du fonds revolving lorsque les conditions et modalités en seront définies. En ce qui concerne les infrastructures, la mise en place et l'opérationnalisation d'un dispositif de suivi des nappes et niveaux d'eau pour les forages et retenues d'eau, et la constitution de comités de gestion pour les équipements (réservoirs, système d'irrigation) assureront une meilleure durabilité.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Logiciel informatique	Acquérir une application informatique sous environnement Web dédiée au SSE avec formation des utilisateurs	Immédiat	A réaliser
Préparation de la Revue à Mi-Parcours (RMP)	Préparer les TdR pour les études préparatoires à la RMP	10/09/2016	A réaliser
Etablir un plan d'action de suivi des recommandations de l'audit des comptes 2015 et le mettre en œuvre pour une appréciation des actions menées pendant la revue à mi-parcours	RAF/CN/Ass.Compt./CRP	31/10/2016	
Préparer le PTBA 2017 sur la base des conclusions/recommandations de la revue à mi-parcours prévue en novembre/décembre en ayant également comme repère le PTBA d'achèvement de 15 mois 2018/2019	Coordo/équipe du Programme	31/01/2017	
Indicateurs de second niveau et enquête de comparaison pour la mesure de l'atteinte de l'objectif de développement	Identifier les indicateurs de soutien pour le renseignement des indicateurs SYGRI de second niveau et leur notation. Réaliser une étude comparative pour l'atteinte de l'objectif de développement et procéder à la comparaison avec les données de l'étude de référence de 2012 et de l'enquête SYGRI de 2014	Immédiat	A réaliser
Suivi technico – financier du PTBA	Appuyer les CRP sur la mise en œuvre du Suivi technico- financier du PTBA	Immédiat	A réaliser

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI) ; (Indicateurs à désagréger en H et F ; et Jeunes et Adultes)	Situation au 30 juin 2016	Sources d'information	Risque/ hypothèses
1. BUT				
Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales pauvres d'ici fin 2018	Diminution de 1% de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans (par sexe) (1) -*Augmentation de 2,3% de l'indice d'accumulation des biens (1)	<u>7%</u> <u>% des Femmes chef de ménage dans les quintiles :</u> <u>Les plus pauvres (42%) ;</u> <u>pauvres (49%) ; moyen</u> <u>(49%) ; riches (59%) ; les</u> <u>plus riches (71%)</u>	Enquêtes SYGRI (référence et finale) Étude d'impact	<u>Hypothèses:</u> La croissance économique du pays et les moyens de lutte contre la pauvreté sont effectifs et efficaces <u>Risques :</u> Effets du changement climatique Déficit budgétaire et dette extérieure pouvant affecter la capacité du GoCV à mobiliser des fonds
2. OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT				
Augmentation des revenus locaux, des emplois et des conditions de bien-être des populations pauvres dans la zone d'intervention du programme	- Augmentation des revenus locaux et de la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires du POSER - Amélioration des conditions de bien-être des populations (habitat, eau potable, assainissement, électricité etc) - Création d'emplois durables - 10.957 ménages pauvres bénéficient des actions du POSER (2) (<u><i>Diversité alimentaire des Ménages - faible (1,9%) et moyenne (8,6%) *</i></u> <u><i>Ménages sans électricité (23,3%) ; sans accès à l'eau potable (15,5%) *</i></u> <u><i>Chef de Ménage avec du travail (44%) *</i></u> <u>3651 Ménages Bénéficiaires (34% du total)</u>	« Inquérito de Referencia do Programa Oportunidades” – Afrosondagem 2012. (Étude de référence des indicateurs de l'objectif de Développement du POSER Non Encore Validée) Fiches de Collecte du Système de Suivi Evaluation	<u>Hypothèses:</u> Les prix (internationaux et nationaux) des matières premières, restent abordables pour les populations rurales -Développement de liens privilégiés avec le secteur privé local <u>Risques :</u> Non-respect du Gouvernement de ses engagements en tant que contrepartie
EFFET 1 : Les CRP sont	- Diversification du partenariat des		Enquêtes spécifiques sur le	<u>Hypothèses :</u> Le niveau de confiance des

efficaces et diversifient les fonds mobilisés	CRP - Accroissement de la capacité de mobilisation des fonds	<u>200 000 euros (projet « Sodade » - CRP São Nicolau)</u>	niveau d'atteinte de l'effet	autres acteurs du développement économique local vis-à-vis des CRP se maintient.
Produits: 1. les PRLP sont élaborés avec une large participation des communautés et considérés par les autres acteurs publics et privés comme plateforme de concertation pour orienter leurs actions 2. la capacité de mobilisation de fonds (fundraising) et de gestion efficace des CRP est nettement améliorée	-18 PRLP élaborés, et réalisés à 70% - Nombre de nouveaux partenaires des CRP - le taux de mobilisation des financements est de 85% - le taux de réalisation des budgets annuels des CRP est d'au moins 80%	<u>9 élaborés, mais qui devront être révisés dans le cadre de conception du Projet ASAP</u> <u>26</u> <u>55,5</u> <u>33,9</u>	-Rapports annuels des CRP -Fiches de collecte --- Conventions et accords de prêts ou dons	<u>Hypothèses</u> : Le niveau d'adhésion et de confiance vis-à-vis des ACD, et des CRP se maintient. <u>Hypothèses</u> : les ressources financières sont réellement disponibles et accessibles au niveau des bailleurs des CRP
EFFET 2 : Les microprojets améliorent les conditions d'existence des ménages pauvres dans la zone d'intervention du projet	- Accroissement, de 40% des revenus monétaires induits par les microprojets productifs et de la sécurité alimentaire - Amélioration de l'indice de bien-être - Augmentation des emplois - *Efficacité des MP - * Durabilité des MP		- Enquêtes spécifiques sur le niveau d'atteinte de l'effet	<u>Hypothèses</u> : les prix locaux des produits des MP sont incitatifs et stables <u>Risques</u> : - les aléas climatiques réduisent les productions potentielles - l'accès aux marchés des produits est difficile
Produits 3. les ménages pauvres bénéficient d'activités génératrices de revenus et d'emplois durables	- Au moins 905 MP AGR réalisés - 8141 bénéficiaires des MP sur des activités génératrices de revenus dont 50% pour les femmes et 30% de jeunes	<u>292 retenus (32,2%)</u> <u>1391</u> bénéficiaires (17% du cible) dont 380 (44%) sont femmes et 203 (33%) sont jeunes	Fiches de collecte Base de données des microprojets	<u>Hypothèses</u> : le processus d'élaboration et de financement des microprojets est pertinent, efficace et réellement participatif <u>Risques</u> : Aléas climatiques pour les microprojets de production agricole pluviale

	- Au moins 7531 emplois créés	1391		
	*2442 Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole (H/F)	<u>640 (26% du cible), dont 177 (28%) sont femmes et 138 (22%) Jeunes</u>		
	*2442 Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale (H/F)	<u>331 (14% du cible), dont 231 (70%) Femmes et 100 (30%) Jeunes</u>		
	*2442 Ménages ayant accès aux services zoo-sanitaires mis en place	<u>331 (14% du cible), dont 231 (70%) Femmes et 100 (30%) Jeunes</u>		
	*2442 Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	<u>331 (14% du cible), dont 231 (70%) Femmes et 100 (30%) Jeunes</u>		
	*610 Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle (H/F)	<u>2 (0,003%)</u>		
	*100 Installations de commercialisation aménagées/remises en état	<u>64 (64%)</u>		
	*40 Installations de transformation aménagées/remises en état	<u>25 (63%)</u>		
	*244 hectares d'irrigation aménagés/remis en état	<u>64,0 (18%)</u>		
	-			

4. les ménages pauvres bénéficient d'activités à caractère social	<p>-Au moins 188 microprojets à caractère social</p> <p>2816 bénéficiaires de microprojets à caractère social financés</p> <p>*50 Réseaux d'eau potable installés/remis en état</p> <p>*Autres infrastructures construites/remises en état</p>	<p>35 (19%)</p> <p>2260 (80% du cible), dont 1207 (53%) sont des femmes et 2006 (89%) sont des jeunes</p> <p>7 (14%)</p> <p>11</p>	<p>Fiches de collecte</p> <p>Base de données des microprojets</p>	
EFFET 3: les structures institutionnelles (ACD, CRP) mises en place dans le cadre du PLPR sont consolidées et pérennisées	<p>-508 ACD opérationnels renforcés</p> <p>*Nombre d'ACD comptant des femmes dans leurs instances de direction</p> <p>-9 CRP sont fonctionnels</p> <p>*Nombre de CRP comptant des femmes dans leurs instances de direction</p> <p>*Efficacité des structures institutionnelles</p> <p>*Durabilité des structures institutionnelles</p> <p>-</p>	<p><u>200 (39%)</u></p> <p><u>40</u></p> <p><u>9 (100%)</u></p> <p><u>0</u></p> <p><u>ND</u></p> <p><u>ND</u></p>	<p>Enquêtes spécifiques sur le niveau d'atteinte de l'effet</p>	<p><u>Hypothèses:</u> Le niveau de confiance des populations vis-à-vis des ACD, CRP se maintient.</p>

Appendice 3A : Recommandations de la dernière mission de supervision et mesures prises

Domaine d'action	Mesure convenue	Qui	Date	Niveau de réalisation et observations
Exécution du projet	Bien définir les secteurs de financement et centrer les interventions dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la pêche et les AGR y relatifs	Coord/UCP	31 décembre 2015	OK
	Renforcer la capacité/sensibilisation des CRP et des ACD en ce qui concerne l'identification des projets structurants	RMP/RME/RG/RSA	Permanent	OK
	Poursuivre le renforcement des capacités techniques des CRP dans l'élaboration et le suivi des microprojets	RMP/RSA/UCP	31 janvier 2016	OK : MP mieux élaborés
	Assurer la signature de contrat de remboursement entre la CRP et des microprojets en cours ou déjà financés	RME / RMP	28 février 2016	En cours de réalisation
	Doter chaque AGR d'outils de gestion (livre des achats, et livre de caisse etc.) et caisse avec cadenas	RME / RMP	28 février 2016	OK
	Renforcer les capacités des animateurs sur éducation financière	RME	31 mars 2016	OK : meilleure qualité des dossiers
	Renforcer les Visites d'échanges entre CRP pour mieux partager les expériences sur les projets intercommunautaires (structurants)	RME/ RMP / RAFC	30 juin 2016	OK
	Renforcer les capacités des animateurs sur suivi des micro-projets productifs	RME / RME	30 juin 2016	OK : meilleur suivi des MP
	Préparer à l'attention du FIDA un dossier pour un don en faveur du renforcement du Fonds de Micro-finance PNLP	Coordo/MJERH/FIDA	31 décembre 2016	Non, en raison de la formulation de l'ASAP
	Assurer la mise en relation MP productifs / IMF	RME/RMP	Permanent	En préparation : conditions créées
	Engager des discussions avec la Fédération des IMF afin que celles-ci proposent des produits qui répondent aux besoins des MP	RME/RMP	1 ^{er} trimestre 2016	2 rencontres organisées ; pas encore de nouveaux produits
	Acquérir une application informatique sous environnement Web dédiée au SSE avec formation des utilisateurs	RSE/Coordinateur	Fin Avril	Non – Difficultés pour le recrutement du spécialiste
	Identifier les indicateurs de soutien pour le renseignement des indicateurs SYGRI de second niveau	RSE	Fin Février	OK
	Élaborer et exploiter trimestriellement le tableau de suivi technique et financier	RSE/Coordinateur	Chaque trimestre	Non, car pas maîtrisé par les CRP
	Systématiser les instances de pilotage sur la base des tableaux de bord des indicateurs de produit du cadre logique et du tableau de suivi technique financier	RSE/UCP	Chaque trimestre	Idem
	Faire une étude sur le niveau d'atteinte des objectifs de développement du Programme et exploiter l'étude de référence du POSER	RSE/UCP		Attente de l'accord de l'INE
	Analyser la situation de chaque CRP et renforcer l'appui aux CRP qui présentent encore quelques difficultés dans l'application de la stratégie de ciblage	RG/RME/RMP/UCP	Décembre 2015	OK
	Poursuivre la sensibilisation/information des populations, particulièrement les femmes et les jeunes, en insistant sur les aspects économiques et la durabilité des MP	RG/RME/RMP/UCP	Permanent	OK
	Poursuivre la densification des appuis aux CRP et ACD en matière de formation en genre et inclusion des jeunes	RG/RAF/UCP	Permanent	OK

Durabilité	Promouvoir la participation active des femmes et l'intégration de leurs aspirations à tous les niveaux de prise de décision et dans tous les domaines du développement, en incluant les instances des CRP et des ACD	RG/RMEMR/UCP	Permanent	OK
	Tenir compte de la dimension genre et des contraintes particulier des femmes dans le développement des actions de capacitation spécifique sur la gestion de microprojets.	RG/RSA/RMP/UCP	Permanent	OK
	Mettre en œuvre les recommandations de l'atelier de concertation stratégique, particulièrement en ce qui concerne les contrats de remboursement	Coord/RME/RMP/UCP	28 février 2016	OK
Aspects fiduciaires	Finaliser le paramétrage du suivi des contrats et de la consolidation des DRF (UCP/CRP)	RAF/CN/Cabinet	31/03/2016	OK
	Assurer les immobilisations du Programme (vol, incendie, dégâts des eaux, responsabilité civile, etc.)	COOR/RAF	31/03/2016	OK
	Procéder à une budgétisation optimale de la contrepartie (taxes + numéraire)	COOR/RAF/RSE	31/12/2015	OK
	Finaliser et transmettre la DRF n° 08 en préparation à l'UCP	COOR/RAF/CN	31/12/2015	OK
	Justifier l'écart de reconstitution du compte désigné de 132,21 euros en plus dans le compte	RAF/CN	31/12/2015	OK
	Prendre toutes les dispositions nécessaires pour la justification du montant de 381 415,76 euros prélevé du compte désigné au profit des CRP/ACD et en attente de justification	COOR/RAF/CN/CRP/ACD	31/12/2015	En cours
	Assurer le suivi du niveau de la contribution des bénéficiaires à 10% sur les microprojets réalisés	RAF/RSE/RMP/CRP	Pour mémoire	OK
	Reconstituer mensuellement les comptes désignés en même temps que les rapprochements bancaires	RAF/CN/CRP	Pour mémoire	Difficultés pour qlq CRP
	Préparer un plan de suivi des recommandations de l'audit des comptes 2013 et 2014 et le mettre en œuvre avant l'audit des comptes 2015	COOR/RAF/CN/CRP	30/04/2016	OK
	Respecter le planning d'arrêté et d'audit des comptes 2015 validé au cours de la mission	RAF/CN/CRP	Pour mémoire	OK

Appendice 3B : Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui
Exécution du projet	Mise en place d'un comité de pilotage pour le partenariat multi-niveaux avec un texte d'orientation régulièrement débattu et approfondi	2 ^{ème} semestre 2016 (à définir)	Coord/RAFC
	Préparation des TDR et réalisation des études	10 novembre 2016	Coord/ RSE/ UCP
	Renforcer l'appui aux porteurs des MP en matière technique et de gestion	Permanent	UCP/Resp MP
	Examiner la possibilité d'augmenter les projets structurants	Permanent	UCP/Resp MP
	Renforcer la relation entre IMF appuyées par le fonds de Micro finance et les bénéficiaires des MP:	30 septembre 2016	UCP/Resp Microfin/Resp MP
	Mettre en place un tableau de suivi des remboursements au niveau régional et central	30 septembre 2016	Resp MP
	Acquérir une application informatique sous environnement Web dédiée au SSE avec formation des utilisateurs	31 août 2016	RSE/Coordinateur/Consultant
	Élaborer et exploiter trimestriellement le tableau de suivi technique et financier du PTBA	Chaque trimestre	RSE/Coordinateur/RAF
	Systématiser les réunions de pilotage sur la base des tableaux de bord des indicateurs de produit du cadre logique et du tableau de suivi technique et financier	Chaque trimestre	RSE/UCP
	Préparer les TDR et mener l'étude sur le niveau d'atteinte des objectifs de développement du Programme	30 septembre 2016	RSE/UCP/Consultant
	Apporter des appuis spécifiques et pratiques aux Unités techniques des CRP pour combler leurs insuffisances en matière de suivi technique et financier du PTBA	Immédiat	RSE/UCP/ASE
	Faire un suivi de proximité des CRP qui présentent encore un faible niveau de parité homme/femme, surtout en ce qui concerne l'identification des MP économiques	30 septembre 2016	RG/RMP
	Renforcer la sensibilisation/information des membres des ACD et CRP pour promouvoir la participation active des femmes et des jeunes à tous les niveaux de prise de décision	Permanent	RG/ Responsable Animation Formation/
	Actualiser les supports de collecte sur la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision	Permanent	RG/ RSE
Durabilité		Dès à présent et jusqu'à la fin du programme. Un 1 ^{er} bilan est attendu à l'évaluation mi-parcours	RAFC/UCP/CRP
	Relance des 6 volets de la composante 2 (voir ci-avant)		
	Fédération CRP :		
	Assemblée Générale chaque CRP	Octobre 2016	RAFC/UCP/CRP
	Assemblée Constitutive Fédération CRP	Novembre 2016	RAFC/UCP/CRP
Aspects fiduciaires	Générer automatiquement la DRF 11 à partir du logiciel Tom2Pro	31/07/2016	RAF/CN

Finaliser l'assurance multirisque professionnelle qui couvrira les biens du Programme	31/07/2016	COOR/RAF
Préparer le PTBA 2017 sur la base des conclusions/recommandations de la revue à mi-parcours prévue en novembre/décembre en ayant également comme repère le PTBA d'achèvement de 15 mois 2018/2019	31/01/2017	Coordo/équipe du Programme
Assurer le suivi des chèques en circulation avec les bénéficiaires pour résorber l'écart de reconstitution du compte désigné	31/08/2016	RAF/CN
Assurer la régularisation du montant de 320 998,20 euros prélevé du compte désigné au profit des CRP/ACD et en attente de justification	31/10/2016	Coordo/RAF/CN/CRP/ACD
Analyser et justifier l'écart de 29 215,46 euros entre la différence des ressources reçues/dépenses (361 700,90 euros) et le solde de trésorerie des CRP (390 916,36 euros)	31/10/2016	RAF/CN
Assurer le suivi des saisies des comptes des CRP dans le cadre du règlement des droits du personnel du PLPR en relation avec le Ministère des Finances qui a été informé de la question	31/12/2017	Ministère des Finances
Réfléchir sur un nouveau système d'allocation aux CRP en relation avec les CRP en tenant compte notamment du taux de remboursement des subventions accordées au niveau de chaque CRP et présenter les propositions à la mission de revue à mi-parcours	31/10/2016	Coordo/équipe UCP/CRP/ACD
Régulariser la comptabilisation des taxes pour rendre cohérente la contrepartie de l'état	30/09/2016	RAF/CN
Assurer le suivi du niveau de la contribution des Bénéficiaires à 10% sur les microprojets réalisés	31/10/2016	RAF/RSE/RMP/CRP
Intégrer dans les commissions d'évaluation technique et financière la RAF et la Chargée des marchés	Pour mémoire	Coordo/RAF
Organiser la formation sur la passation des marchés/contractualisation	30/09/2016	Coordo/RAF
Faire parvenir mensuellement à l'UCP tous les éléments relatifs au rapport mensuel de chaque CRP	Pour mémoire	CRP
Etablir un plan d'action de suivi des recommandations de l'audit des comptes 2015 et le mettre en œuvre pour une appréciation des actions menées pendant la revue à mi-parcours	31/10/2016	RAF/CN/Ass.Compt./CRP

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

AVANCEMENT TECHNIQUE AU REGARD DU PTBA - POSER 2016 (Y COMPRIS LES INDICATEURS SYGRI)							
Indicateur	Unité	Période : 1er Janvier au 30 Juin 2016	Progrès effectif	% par rapport au PTBA	Progrès effectif global	Objectif fixé dans le DCP (cadre logique révisé)	% par rapport aux objectifs du DCP
		Objectifs PTBA 2016					
Composante 1: Programmes Regionaux de lutte contre la pauvreté							
Sous/Composante 11: Investissements PRLP							
Nombre de Menages Beneficiaires	Nombre	1096	1423	130%	3651	10957	33%
Nombre de MP génératrices de revenus financés	Nombre	90	47	52%	292	905	32%
Ménages bénéficiaires des MP sur des activités génératrices de revenus	Nombre	814	188	23%	1391	8141	17%
Nombre d'emplois ruraux créés par les MP	Nombre	1035	188	18%	1391	7531	18%
Nombre d'ha de périmètres irrigués aménagés/remis en état	Nombre	24,4	9,8	40%	6,4	244	3%
Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole)	Nombre	244	98	40%	640	2442	26%
Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Nombre	244	39	16%	331	2442	14%
Nombre de ménages ayant accès aux services zoo- sanitaires mis en place.	Nombre	488	39	8%	331	2442	14%
Nombre de ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	Nombre	488	39	8%	331	2442	14%
Nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle	Nombre	122	0	0%	16	610	3%
Nombre d'installations de commercialisation aménagées/remises en état	Nombre	10	7	70%	64	100	64%

Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	4	4	100%	25	40	63%
Nombre de Beneficiaires Directs financés à caractère social,	Nombre	282	1235	438%	2260	2816	80%
Nombre de Microprojets à caractère social ,financés	Nombre	19	6	32%	35	188	19%
Nombre de réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	5	0	0%	7	50	14%
Composante 2: Animation, Formation et Mise en Réseau							
Sous/Composante 22 Formation et Renforcement de Capacités							
ACD créés/consolidés	Nombre	51	37	73%	200	508	39%
ACD comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	20	8	40%	40	203	20%
Nombre de CRP fonctionnels	Nombre	9	9	100%	9	9	100%
Nombre de CRP comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	ND	0	#VALEUR!	0	ND	#VALEUR!
Nombre de facilitateurs opérationnels (par sexe)	Nombre	ND	0	#VALEUR!	0	ND	#VALEUR!
Nombre d'ACD nouveaux avec facilitateurs opérationnels	Nombre	ND	0	#VALEUR!	0	ND	#VALEUR!
Nombre de facilitateurs formés (par sexe)	Nombre	ND	0	#VALEUR!	0	ND	
Nombre de sessions de formation des facilitateurs	Nombre	ND	0	#VALEUR!	0	ND	#VALEUR!
Nombre de nouveaux partenaires	Nombre	ND	0	#VALEUR!	0	ND	#VALEUR!
Montants mobilisés au niveau des partenaires nouveaux	Nombre	ND	0	#VALEUR!	0	ND	#VALEUR!

En jaune, les Indicateurs SYGRI

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie au 30/06/2016

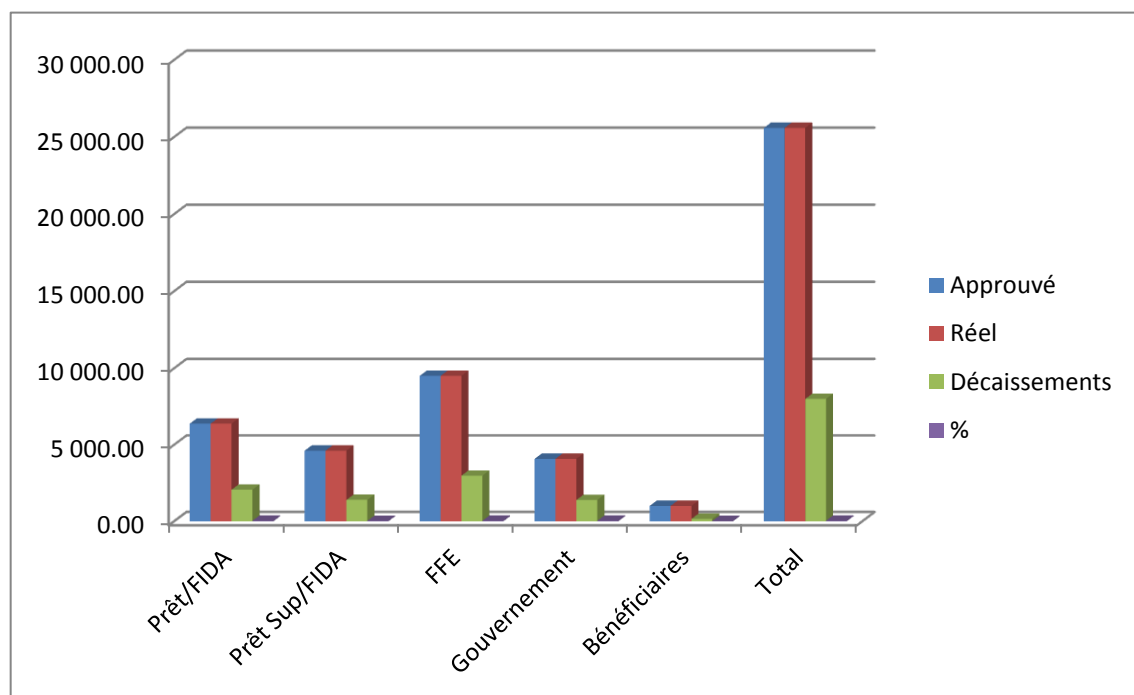
POSER

Appendice 5A

Performance financière par bailleur (USD 000) au 30/06/2016

Financier	Approuvé	Réel	Décaissements	%	
Prêt/FIDA	6 380,00	6 380,00	2 062	32,31	
Prêt Sup/FIDA	4 620,00	4 620,00	1 403	30,38	
FFE	9 504,00	9 504,00	2 982	31,37	
Gouvernement	4 083,00	4 083,00	1 395	34,17	
Bénéficiaires	1 005,00	1 005,00	158	15,67	
Total	25 592,00	25 592,00	8 000	31,26	

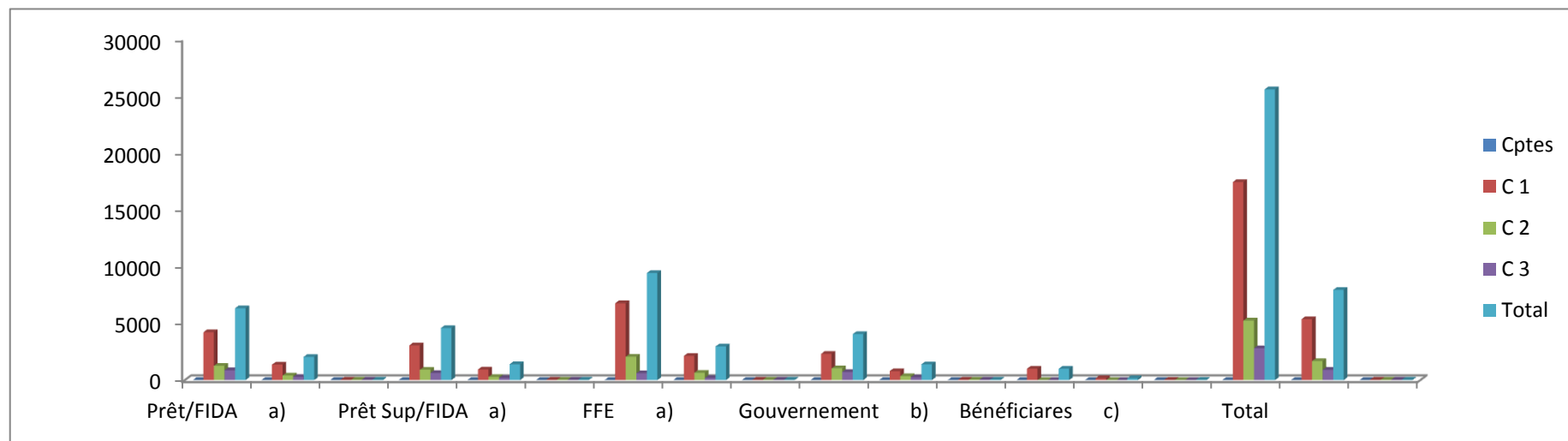
Cambio 1DTS = 1,1924614EURO



Performance financière par bailleur et par composante (USD '000) au 30/06/2016

	Prêt/FIDA a)			Prêt Sup/FIDA a)			FFE a)			Gouvernement b)			Bénéficiaires c)			Total		
Cptes	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%	Réel	Décaiss	%
C 1	4 248,00	1 372,81	32,32	3 076,72	934,53	30,37	6 825,00	2 141,51	31,38	2 324,31	794,26	34,17	1 005,09	157,51	15,67	17 479,12	5 400,61	30,90
C 2	1 260,00	407,13	32,31	912,46	277,15	30,37	2 074,00	650,60	31,37	1 039,93	355,36	34,17	0	0	0	5 286,39	1 690,25	31,97
C 3	872,00	281,70	32,31	631,35	191,77	30,37	605,00	189,76	31,36	718,33	245,47	34,17	0	0	0	2 826,68	908,69	32,15
Total	6 380,00	2 061,64	32,31	4 620,53	1 403,45	30,37	9 504,00	2 981,86	31,37	4 082,57	1 395,08	34,17	1 005,09	157,51	15,67	25 592,19	7 999,54	31,26

Cambio 1DTS = 1,1924614EURO

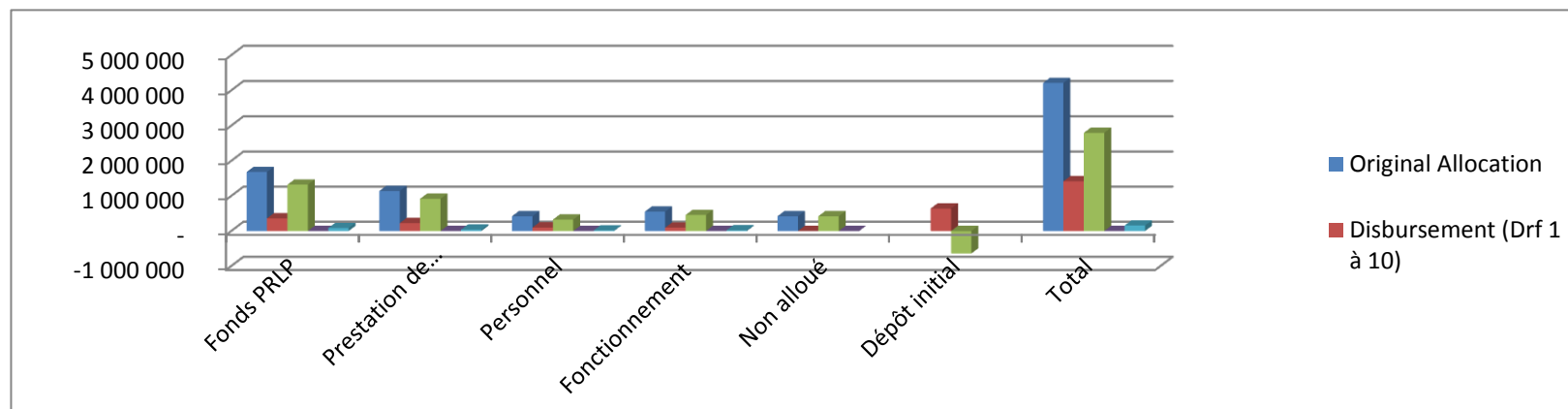
Diagramme

POSER**Appendice 5C. Décaissements Prêt/FIDA (DTS) AU 30 JUIN 2016**

1	2	3	4	5	6	7	8	9
N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 10)	Balance	%	W/A Pending DRF n° 11 a)	Total	%
I	Fonds PRLP	1 680 000	359 967,28	1 320 033	21,43	81 935,88	441 903,16	26,30
II	Prestation de services	1 140 000	223 254,23	916 746	19,58	38 065,38	261 319,61	22,92
III	Personnel	420 000	97 524,85	322 475	23,22	15 196,30	112 721,15	26,84
IV	Fonctionnement	550 000	94 782,63	455 217	17,23	19 285,73	114 068,36	20,74
	Non alloué	420 000	0,00	420 000	-		0,00	0,00
	Dépôt initial		640 038,01	-640 038			640 038,01	
	Total	4 210 000	1 415 567	2 794 433	33,62	154 483,30	1 570 050,30	37,29

Cambio 1DTS = 1,1924614EURO

a) DRF n° 11 enpreparation

Diagramme

POSER

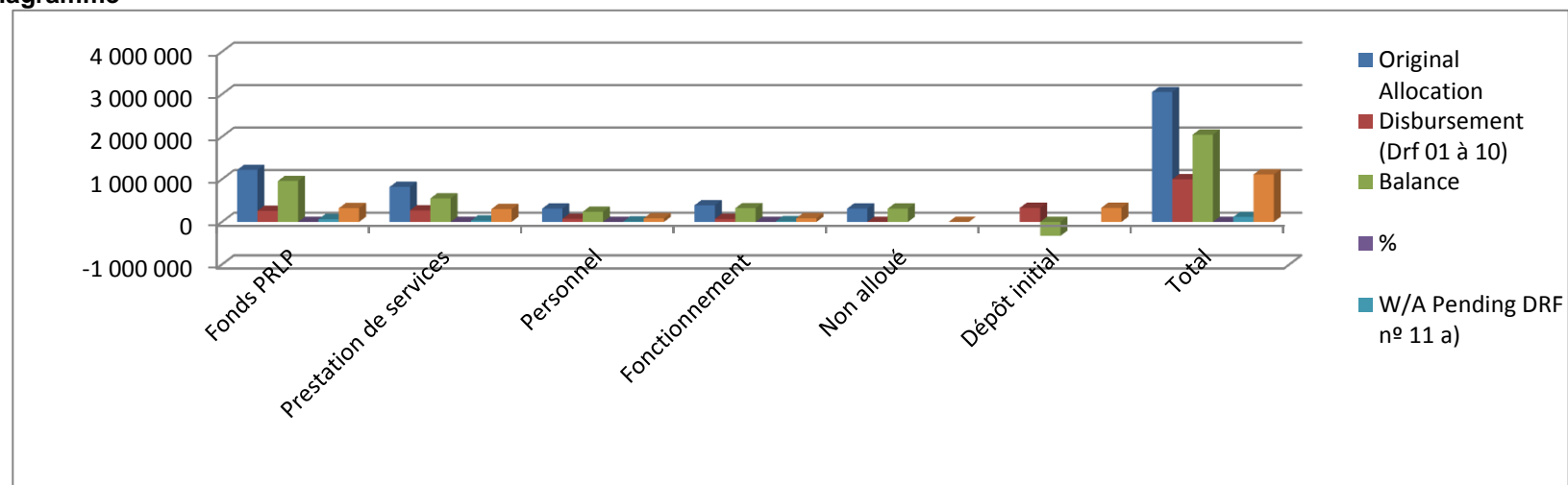
Appendice 5C. Décaissements Prêt supplémentaire/FIDA (DTS) AU 30 JUIN 2016

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 10)	Balance	%	W/A Pending DRF n° 11 a)	Total	%
I	Fonds PRLP	1 220 000	260 149,23	959 851	21,32	60 791,14	320 940	26,31
II	Prestation de services	820 000	271 148,16	548 852	33,07	28 242,06	299 390	36,51
III	Personnel	310 000	71 457,10	238 543	23,05	11 274,68	82 732	26,69
IV	Fonctionnement	390 000	69 513,03	320 487	17,82	14 308,77	83 822	21,49
	Non alloué	310 000	0,00	310 000			0	
	Dépôt initial		328 624,21	-328 624			328 624	
	Total	3 050 000	1 000 891,73	2 049 108	32,82	114 616,64	1 115 508,37	36,57

Cambio: 1DTS = 1,1924614EURO

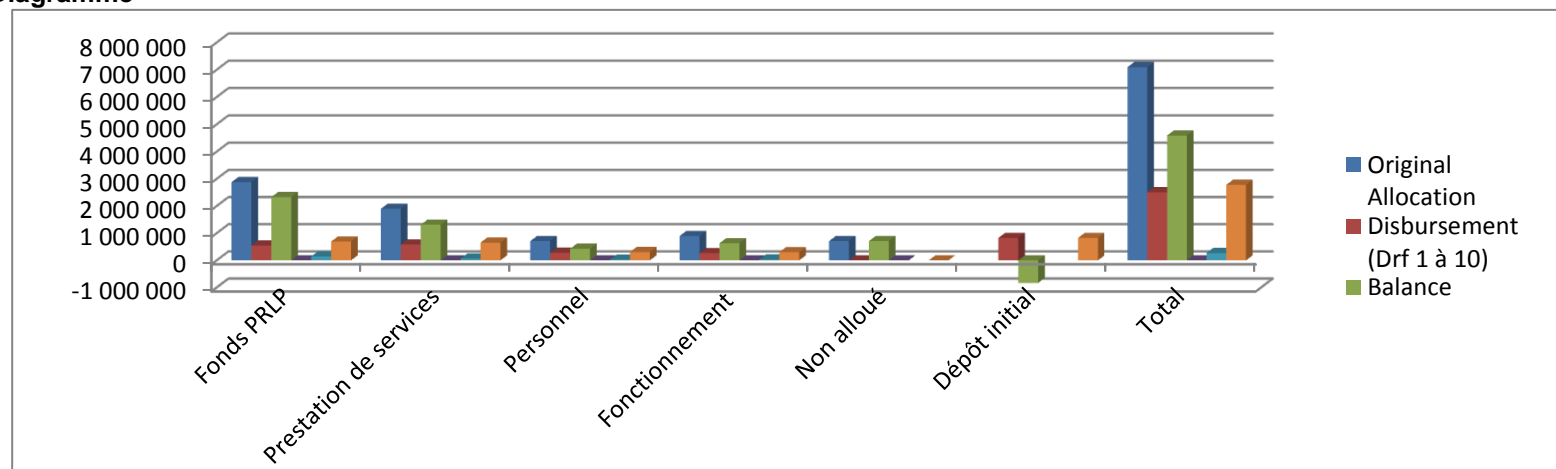
a) DRF n° 11 enpreparation

Diagramme



POSER**Appendice 5C. Décaissements Prêt/FFE (euro) AU 30 JUIN 2016**

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 1 à 10)	Balance	%	W/A Pending DRF n° 11 a)	Total	%
I	Fonds PRLP	2 880 000	548 783	2 331 217	19,05	144 982	693 766	24,09
II	Prestation de services	1 900 000	587 321	1 312 679	30,91	67 355	654 676	34,46
III	Personnel	710 000	279 069	430 931	39,31	26 889	305 958	43,09
IV	Fonctionnement	900 000	266 702	633 298	29,63	34 125	300 827	33,43
	Non alloué	710 000	0	710 000	0,00		0	
	Dépôt initial		828 000	-828 000			828 000	
	Total	7 100 000	2 509 875	4 590 125	35,35	273 351,84	2 783 226,66	39,20

Cambio: 1DTS = 1,1924614EURO**a)** DRF n° 11 enpreparation**Diagramme**

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 31/10/2015

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section B, point 10 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte désigné »	« Dès l'entrée en vigueur de l'accord de financement l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en USD auprès de la banque centrale acceptable pour le FIDA ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 10 est ainsi libellé « l'emprunteur ouvrira au nom du programme un compte désigné en euro auprès de la banque centrale de Cabo Verde.
Section B, point 11 de l'amendement du 27 mai 2013 « compte d'opération »	« L'emprunteur ouvrira en outre un compte d'opération en Escudos du Cap-Vert (CVE) pour la réalisation des activités du programme ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Cette disposition a été supprimée dans la mesure où le compte désigné est en euro et qu'il y a une parité fixe entre l'euro et l'escudo : 1 euro = 110.265 escudos. La banque reçoit le chèque en escudo et procède au paiement en tenant compte du taux de change fixe.
Section B, point 12 de l'amendement du 27 mai 2013 « contrepartie »	« L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD, représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme, qui seront pris en charge par l'emprunteur au moyen, notamment, d'exonérations des droits de douane et taxes ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le point 12 est ainsi libellé « L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme pour un montant d'environ 4 millions d'USD. Ce montant représente la contribution de l'emprunteur : a) à la prise en charge par l'emprunteur, au moyen d'exonérations ou en recourant à la procédure de chèques du trésor, de l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le programme, pour un total approximatif de 2 millions d'USD ; et b) au financement de l'assurance du personnel de l'UCP et des CRP, ainsi que d'autres coûts de fonctionnement et de prestation de service, pour un montant approximatif de 2 millions d'USD ».
Annexe 2 de l'amendement du 27 mai 2013 « tableau d'affectation des fonds »	« Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories ».	Pour mémoire	Pour mémoire	Sur la base du nouvel amendement déjà signé, le tableau d'affectation sera ainsi libellé « Le tableau indique les catégories de dépenses admissibles à un financement sur les fonds du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire ainsi que le montant du prêt du fonds, du prêt supplémentaire du fonds et du prêt du fonds fiduciaire affecté à chaque catégorie et la répartition en pourcentage des dépenses à financer pour chacun des postes des différentes catégories. Chaque demande de décaissement sera répartie par le fonds en pari passu selon un ratio 31/23/46

				entre le prêt du fonds, le prêt supplémentaire du fonds et le prêt du fonds fiduciaire ».
Section 7.02, b), ii) des conditions générales « PTBA »	« l'agent principal du programme soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard soixante (60) jours avant le début de l'année du projet considérée..... ».	31/10/2016	A mettre en œuvre	L'échéance de transmission du PTBA 2017, conformément aux dispositions des Conditions Générales (60 jours avant le début de la période considérée), ne pourra pas être respectée. Le Programme devra élaborer le PTBA 2017 sur la base des conclusions/recommandations de la revue à mi-parcours prévue en novembre/décembre 2016. La présente mission de supervision a convenu avec le programme que ce PTBA sera transmis au FIDA au plus tard le 31/01/2017.
Section 7.08, a) des conditions générales « Assurance des biens »	« L'emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques, l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du programme selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales ».	31/07/2016	A mettre en œuvre	Finaliser l'assurance professionnelle multirisque qui couvrira les biens du Programme conformément aux dispositions des Conditions Générales applicables aux prêts/dons du FIDA.
Section 8.03, a) des conditions générales « Rapport d'activités »	« L'agent principal du programme, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du fonds..... »	30/09/2016	A mettre en œuvre	Le rapport du premier semestre 2016 sera transmis au FIDA avant le 30/09/2016.
Section 9.02 des conditions générales « Etats financiers »	« L'emprunteur/bénéficiaire remet au fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au programmes, établis, conformément aux normes et procédures agréées par le fonds, dans un délai de quatre (04) mois après la clôture de chaque années fiscale ».	30/04/2016	Conforme	Les états financiers 2015 ont été transmis au FIDA le 28/04/2016.
Section 9.03, b) des conditions générales « Audit des comptes »	« Remettre au fonds dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée du rapport d'audit et lui soumettre la réponse à la lettre de recommandations des commissaires aux comptes dans le mois qui suit sa réception ».	30/06/2016	Conforme	Le rapport d'audit des comptes 2015 sera soumis au FIDA avant le 14/06/2016.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Innovation

L'UCP a démarré un processus participatif pour identifier les innovations et les bonnes pratiques générées au niveau des ACD/CRP appuyées par le POSER. Cependant, ce processus devra se poursuivre de façon dynamique.

Installation d'un système photovoltaïque pour le pompage de l'eau d'irrigation. La CRP de Santo Antão a financé un micro-projet de nature communautaire présenté par l'ACD à Mocho Garça pour répondre à un problème commun bien identifié (cout élevé de l'eau). Il s'agit de l'installation d'un système photovoltaïque, connecté au réseau d'électricité publique, pour le pompage de l'eau d'irrigation des parcelles de 20 bénéficiaires dans un premier temps, avec la possibilité de mise à l'échelle pour l'étendre à tous les 43 producteurs de la zone. L'installation a déjà permis de réduire le coût de l'eau de 40 à 25 CVE/m³ ; de plus le système permet de générer un surplus d'énergie électrique qui est injecté dans le réseau publique et dont la recette pourrait constituer des ressources additionnelles pour l'ACD. On notera par ailleurs que le financement du POSER est complémentaire à celui d'un autre projet du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, le projet "*Mudanças climáticas* - Changement climatique", qui a financé le système d'irrigation goutte à goutte des parcelles des bénéficiaires. Grace à l'amélioration de la disponibilité de l'eau, ainsi qu'à la réduction du coût de l'eau, on a assisté au retour de populations qui avaient quitté le bassin versant pour travailler ailleurs.

Des autres innovations technologiques sont en train d'être développées, mais il est encore nécessaire de les tester principalement pour vérifier et s'assurer de leur maîtrise par les bénéficiaires porteurs des micro-projets. Il s'agit des cultures sous serre et hors sols combinées avec le système d'irrigation goutte à goutte pour la production de produits de la culture maraichère.

Apprentissage

Le POSER est en train de capitaliser sur les expériences du PLPR en termes d'adoption du dispositif participatif et ascendant et de dynamisation des ACD et CRP en tant que mécanismes de concertation regroupant plusieurs acteurs au niveau régional (démocratie participative).

En termes d'apprentissage, on constate l'organisation d'un certain nombre d'échanges et de partage d'expériences d'un côté parmi les ACD à l'intérieur d'une même CRP, et de l'autre parmi les différentes CRP avec le but d'apprendre des MP les plus réussis. La CRP de Santiago Sud a visité les CRP de Fogo et de Brava pour partager son expérience principalement dans le domaine de la gestion du programme et de l'identification de MP plus structurants. En outre, deux plateformes d'échange destinées au personnel des toutes les CRP ont été créées à travers l'utilisation de l'application mobile Viber. Elles permettent aux équipes de se confronter sur la viabilité des MP et de partager les bonnes pratiques et les innovations développées pour faciliter l'apprentissage.
